



Coordination Communiste
Nord Pas de Calais
Cercle Henri Barbusse
Cercle Communiste d'Alsace
Cercle Communiste
de Région Parisienne

FACE A L'OFFENSIVE GENERALISEE DU CAPITAL SOULEVONS-NOUS!



Le capitalisme en crise multiplie les désastres économiques ; après avoir causé la faillite des entreprises et des épargnants, il s'attaque désormais aux Etats et spéculé sur les dettes publiques.

La Grèce est la première victime d'un processus qui risque d'entraîner beaucoup de pays de la zone Euro, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande.... ceux-là mêmes qui étaient présentés comme des exemples à suivre en matière de déréglementation du droit du travail et de la fiscalité.

Pour sauver l'économie grecque, les autres pays européens vont lui faire des prêts à des taux prohibitifs. Tout cela démontre que la solidarité européenne qu'ils nous vantent depuis la création de la CEE n'existe pas. Mais peu importe aux gouvernements des pays européens, puisque la facture sera payée par les travailleurs de toute la CEE. L'occasion est toujours bonne pour gagner des parts de marché ! Les partisans de la construction européenne, et même les antilibéraux promoteurs de « l'Europe sociale » sont désormais face à un dilemme : la construction européenne n'a rien de progressiste, fraternel et solidaire, elle est impérialiste, capitaliste et belliqueuse. Les antilibéraux, les

progressistes et les communistes doivent ensemble reconnaître que la sortie de l'UE est une revendication réaliste et préalable à tout changement durable pour notre pays.

Cette période de crise pose dans chaque pays la question de l'alternative au capitalisme. Partout en Europe, dans le monde occidental, les solutions que proposent les gouvernements libéraux ou sociaux-démocrates sont toutes les mêmes : baisser le coût du travail, déréglementer le droit du travail, favoriser les plus aisés par des baisses d'impôts et de taxes. Enrichir les plus riches au détriment de tous les autres...

Combien de temps encore, les travailleurs vont-ils accepter de vivre dans ces conditions ? Combien de temps encore les syndicats vont-ils accepter cela comme une fatalité ? Les communistes grecs ont eu raison d'accrocher au fronton de l'Acropole ce slogan : peuples d'Europe soulevez-vous !

En France, le gouvernement continue de dépecer le socle social en imposant au « rouleau compresseur » ses « réformes ». Cette fois ce sont les retraites qui sont dans le viseur. « Au nom de l'équité », ce sont tous les régimes : public, privés et spécifiques qui vont être attaqués. L'objectif véritable c'est de faire baisser de façon généralisée le niveau des retraites en France. Parions que si nous nous laissons faire, le prochain prétexte à une énième réforme sera toujours l'impossibilité de financer le régime par répartition ! Ce sera la fin des régimes de retraite et l'arrivée des fonds de pensions, avec ceux-là mêmes qui spéculent aujourd'hui sur la bourse mondiale.

La question des retraites ne peut se poser comme une question budgétaire ou comptable. Il s'agit d'une question de société. La France, économie riche, invitée permanente au G8 veut-elle ou non prendre en charge les travailleurs après 60 ans ? Cela s'appelle la solidarité, et le financement de

cette solidarité est à trouver dans les profits colossaux du CAC 40. Alors, les syndicats ne doivent pas perdre leur temps dans des négociations inutiles dont on sait qu'elles sont jouées d'avance. Créons plutôt un rapport de force avec les armes des travailleurs : la grève et la manifestation. Seul rapport de force capable de faire infléchir un gouvernement dont l'unique objectif est de casser.

C'est pour cela que nous devons participer à tous les rassemblements unitaires qui se créent pour favoriser l'émergence de ce rapport de force.



GAZA: PLUS JAMAIS CA!



Au SOMMAIRE...

DOSSIER GRECE: Demain, à qui le tour? - Sortir de l'UE! - Lutte pour les retraites - Bilan des élections régionales - Cantonale partielle à Tourcoing: l'unité se construit! - **SURCOUF:** réapprendre les stratégies de lutte de classe! - **DOSSIER:** Sionisme = Fascisme! - le cinquantenaire des indépendances africaines - BP et la marée noire

Luttes : RETRAITES - SURCOUF - Quartiers ...

DOSSIER GRECE: DEMAIN, A QUI LE TOUR?



Pour se libérer des menteurs, arnaqueurs et des voleurs du grand capital : Il faut sortir de l'€uro et de l'UE !

Toutes les promesses demandant aux peuples de se serrer la ceinture pour un avenir heureux, « aboutissement de la construction européenne », se révèlent au grand jour comme étant autant de manipulations et de mensonges. Rappelez-vous ce que nous disaient les serviteurs du capital : « *L'Europe sera sociale ou ne sera pas* » (François Mitterrand, 1982); « *Avec Maastricht, on va enfin pouvoir se soigner mieux* » (Bernard Kouchner, septembre 1992); « (avec l'Europe), *non seulement nous pourrions préserver notre système de protection sociale, mais nous pourrions l'exporter* », « *le traité de Maastricht est le premier traité européen qui comporte un grand volet social (...)* l'essentiel, c'est de commencer » (Michel Rocard, septembre 1992); « *Pour la France, la monnaie unique c'est la voie royale pour lutter contre le chômage* » (Michel Sapin, septembre 1992); « *Comment peut-on dire que l'Europe sera moins sociale demain qu'aujourd'hui. Alors que ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale, moins d'exclusion* » (Martine Aubry, septembre 1992); « *Il y a eu le marché commun, le grand marché intérieur, puis la monnaie unique. Que nous manque t-il ? Des institutions politiques (...)* La Constitution européenne n'est ni socialiste, ni libérale » (François Hollande, Secrétaire National du PS); « *Faire l'empire européen, tout le monde le veut* » (Dominique Strauss-Kahn, juin 2004); « *Ce référendum est une connerie. Nous avons fait la connerie de le demander et Jacques Chirac a fait la connerie de le convoquer* » (Dominique Strauss-Kahn, janvier 2005); « *Cette Europe permettra de lutter plus efficacement contre les délocalisations qu'une Europe réduite à*

un marché et à la libre concurrence » (N. Sarkozy, mars 2005); « *L'Europe est le plus grand chantier politique jamais engagé par l'humanité* », « *Faire aimer l'Europe aux français et aux français* » (tel est l'objectif que s'assigne la droite : Juppé, Bayrou et Sarkozy); « *la constitution représente un pas en avant pour la croissance et l'emploi* » (Ernest-Antoine Seillière, président du Medef et nouveau président de l'UNICE le patronat européen, 2005); Dominique Voynet des Verts avait même vanté la « *mission civilisatrice historique de l'Union Européenne* »; « *Nous apportons à l'unanimité*



CONCURRENCE LIBRE
ET NON FAUSSEE

mité notre soutien à la Constitution européenne. Elle représente une clef pour les politiques de progrès social dans chacun des pays » (les présidents de groupes socialistes et sociaux-démocrates des parlements nationaux, avril 2005); « *Les Etats-Unis continuent d'apporter leur soutien à une Union Européenne solide comme partenaire* » (G. W. Bush). « *Les français n'ont pas le droit de dire non* » avait

déclaré Sarkozy, c'est donc cette sainte alliance des partis de la droite et de la gauche du capital, de l'UMP, du Modem, du PS, des verts de Europe-Ecologie, des grands patrons du CAC40 qui a bafoué la volonté populaire exprimée par le NON au TCE en votant le TCE bis qu'est le Traité de Lisbonne.

Après la Grèce à qui le tour ?

Après les travailleurs et le peuple islandais, c'est le tour des travailleurs et du peuple grec de subir le diktat d'un plan d'appauvrissement jusqu'ici réservé aux pays et peuples dominés du Tiers Monde : gel des salaires et des retraites de la fonction publique pendant 5 ans, suppression de l'équivalent de 2 mois de salaires pour les fonctionnaires, diminution de 8% de leurs indemnités déjà amputées de 12% par le précédent plan d'austérité, augmentation du taux principal de la TVA qui, après être ramené de 19 à 21%, est porté à 23%, alors que les autres taux augmentent aussi de 5 à 5.5% et de 10 à 11%, augmentation des taxes sur le carburant, l'alcool et le tabac pour la 2ème fois en un mois de 10%, interdiction des départs anticipés, notamment liés à la pénibilité du travail avant l'âge de 60 ans; l'âge légal de départ à la retraite des femmes est porté de 60 à 65 ans d'ici 2013; pour les hommes, l'âge légal dépendra de l'espérance de vie, il faudra 40 ans de travail et de cotisations et non plus 37,5 ans pour avoir droit à une retraite à taux plein; cette retraite sera calculée, non plus en fonction du dernier salaire mais selon le salaire moyen de la totalité des années travaillées (soit l'équivalent d'une baisse du montant net de la retraite de 45 à 60%) et à partir d'un âge légal de 62 ans; l'Etat réduira

ses dépenses de fonctionnement (santé, éducation) d'1,5 milliards d'euros, ses investissements publics seront réduits aussi d'1,5 milliards d'euros ; un nouveau salaire minimum pour les jeunes et les chômeurs longue durée est créé (l'équivalent du CPE), ... Le PASOK socialiste, l'UE, le FMI et la Banque Mondiale font payer la crise du capitalisme aux travailleurs et au peuple grec. La nature véritable de l'UE est donc de dépouiller les peuples pour préserver le profit maximum des grands monopoles capitalistes européens. C'est aussi pour cela que ce dispositif de paupérisation du peuple laborieux est complété en Grèce par la libéralisation et la privatisation des transports et de l'énergie publics; la flexibilité et la dérégulation du marché du travail qui vont liquider le code du travail en facilitant les licenciements; L'économie grecque est placée sous contrôle du FMI et de l'UE qui vont tous les trois mois évaluer l'application de leur tyrannie antisociale. Les Etats de l'UE proportionnellement à leur poids économique et le FMI vont emprunter de l'argent à 3% sur les marchés financiers spéculatifs pour ensuite endetter la Grèce avec un taux usurier de 5%; Ce sont les mêmes Etats qui l'an dernier ont nationalisé à crédit la dette pour sauver les banques qui maintenant vont donc faire de l'argent sur le dos du peuple grec. Christine Lagarde, ministre français des finances,

prévoit un bénéfice de 150 millions d'euros par an engendrés par ce prêt usurier. En fait l'Europe, c'est la fin de la souveraineté et de l'indépendance des Nations et des Etats qui ont été historiquement les cadres dans lesquels les générations précédentes du mouvement ouvrier et communiste ont conquis par des luttes héroïques les acquis sociaux et démocratiques. Tel est le sort réservé aux travailleurs et aux peuples de chaque Etat par la marche forcée de la construction de l'Etat supranational européen.

Sortir de l'Euro et de l'Union Européenne est la solution

Depuis 1984, avec l'accélération de la construction européenne, les conquêtes sociales de 1936 avec le Front Populaire, 1945 avec le CNR et de 1968 sont peu à peu détruites les unes après les autres. Présentant des vessies pour des lanternes, les bourgeoisies européennes ont agité et agitent des lendemains de bonheur paradisiaque qui surgiraient de l'enfer de la misère dans laquelle elles plongent les travailleurs et les peuples à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Pour être « compétitive et concurrentielle », il leur faut

baisser fortement les salaires et les revenus des travailleurs, il leur faut économiser sur l'allongement de l'espérance de vie, mais aussi sur la santé, il leur faut réduire l'emploi et donc saboter la formation des jeunes et finalement il leur faut créer des

Nos militants discutent et sensibilisent les habitants de quartiers populaires sur la nécessité de sortir de l'Europe, la crise et la Grèce. Nos tracts sont disponibles et téléchargeables sur notre site Internet.



Marché de Gaulier (Fives, 59)

guerres pour se débarrasser du trop plein d'humains rendus « inutiles » en raison de la loi d'airain du système capitaliste : la plus-value, le profit maximum. Il s'est trouvé dans le mouvement ouvrier certains dirigeants pour relayer les torrents de mensonges et manipulations idéologiques déversés par la bourgeoisie, ses partis de droite et de « gauche », ses médias, etc. Même au sein des organisations qui ont mené campagne pour la victoire du NON au TCE, il s'est trouvé que la majorité propage et continue de propager l'illusion néfaste et dangereuse de la « possibilité d'une Europe sociale » sous le capitalisme.

C'est la vie même qui est en train de se charger de prouver l'erreur, la traîtrise, monumentale que commettent les critiques réformistes sur des bases antilibérales, de l'édification du bloc impérialiste qu'est l'UE.

Nous, organisations communistes, saluons la résistance du peuple grec contre le massacre social dont il est victime et appelons notre peuple à sortir de l'Euro pour reprendre sa souveraineté monétaire et sortir de l'UE, prison des peuples et dictature capitaliste supranationale antisociale, antinationale, raciste et guerrière.



Rassemblement de soutien au peuple grec organisé par le Front de Gauche (Lille, 12 mai 2010) - Photos Liberté Hebdo

Les leçons de la crise grecque

La crise grecque a été l'occasion d'un véritable bourrage de crâne médiatique, avec le retour en boucle d'une même chanson qui peut se décomposer comme suit : 1. la Grèce a triché pour cacher sa dette publique ; 2. Elle est comme d'autres pays au bord de la cessation de paiement ; 3. Elle doit prendre des mesures d'austérité pour réduire son déficit public et les autres pays doivent le faire pour ne pas se retrouver dans la même situation.

Ce discours constamment répété évite soigneusement la question centrale : quelle est l'origine de l'endettement de l'Etat grec et des autres Etats capitalistes ? Essayons de répondre à cette question :

- En réalité, dans tous les pays européens l'endettement est d'abord le résultat d'un transfert massif vers le capital des

revenus du travail par le biais d'une multitude de moyens mis en œuvre par les Etats : cadeaux fiscaux aux entreprises, baisse du salaire indirect, gel du salaire direct, c'est-à-dire baisse réelle du pouvoir d'achat, réformes fiscales, etc. Ainsi d'après l'INSEE, les salarié(e)s récoltent aujourd'hui en France 9.3% de moins des richesses produites qu'en 1983 c'est-à-dire plus de 100 milliards d'euros par an volés aux travailleurs. Le FMI évalue lui que la part des salaires a baissé de 5.8% entre 1983 et 2006 pour les pays du G7. Enfin la Commission Européenne évalue la chute à 8.6% pour l'ensemble des pays membres. La baisse des salaires signifie bien sûr une hausse des dividendes. Rappelons enfin que l'estimation basse de 100 milliards d'euros, c'est 5 fois le trou de la sécu en 2009 et 10 fois celui de 2007 ; c'est aussi 20 fois celui des retraites, etc.

- C'est sur cette base que s'est déroulée la crise de 2008, qui n'est rien d'autre qu'une crise de surproduction : le chômage et le transfert de revenus vers le capital ont produit une crise des débouchés (des marchandises qui ne se vendent plus) conduisant elle-même à une crise financière par l'éclatement de la bulle spéculative.

- Les Etats ont sauvé les banques à coup de centaines de millions de dollars et d'euros, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter la dette et les déficits des Etats.

- Une fois sauvées, ces mêmes banques s'attaquent aux Etats en exigeant des mesures d'austérité comme garantie pour leurs prêts. Après la Grèce, ce sont les autres pays européens qui sont maintenant attaqués et mettent en œuvre des mesures de réduction de la dette

par le biais d'une austérité pour la classe ouvrière, les couches moyennes et plus largement tous les milieux populaires. Pour des raisons tactiques, les mesures d'austérité sont avancées en France l'une après l'autre, mais le résultat global du processus est de l'ampleur de ce que subissent les travailleurs grecs.

Il convient également de resituer la situation grecque dans les conflits entre grandes puissances impérialistes. La crise est toujours un moment où s'exacerbent ces contradictions entre grandes puissances. Ainsi les grandes banques américaines ont été très actives pour accélérer la crise du financement de l'Etat grec et des autres Etats européens. Il s'agissait ni plus ni moins que d'affaiblir d'une part le concurrent européen et d'autre part les pays exigeant dorénavant de ne plus être payés uniquement en dollars (Chine, Venezuela, Iran, etc.). La guerre économique entre grandes puissances se réalise ainsi au détriment des travailleurs.

Si à court terme les mesures d'austérité peuvent faire baisser les déficits, ils accentuent de manière décuplée la baisse du pouvoir d'achat des salariés et annoncent ainsi une future crise encore plus grave pour les travailleurs. La seule manière d'éviter cette spirale de paupérisation est hier comme aujourd'hui de faire payer les riches. Or faire payer les riches suppose de ne pas respecter les obligations qu'impose la communauté européenne (sur la concurrence, la fiscalité, le droit du travail, les équilibres macroéconomiques, etc.).

FAIRE PAYER LES RICHES SUPPOSE DE SORTIR DE L'EUROPE !

LA PAUPERISATION DES COUCHES MOYENNES

Le 3 février dernier la Commission européenne a approuvé les mesures fiscales annoncées par le gouvernement grec pour « rétablir les finances du pays ». Ce programme prévoit notamment un gel des salaires du secteur public, une baisse des retraites et des pensions, une réduction de 10 % des primes des fonctionnaires, une hausse importante du prix de l'essence, etc. La seule lecture de ces mesures souligne les victimes : les travailleurs bien sûr mais aussi les couches moyennes basses et intermédiaires. La crise c'est ainsi non seulement la paupérisation de la classe ouvrière mais aussi maintenant celle des couches moyennes au profit des mêmes bénéficiaires : les bénéficiaires de dividendes.



Un peu d'histoire...

La puissance des luttes syndicales et politiques grecques ne date pas d'hier. Les communistes du KKE, un des rares partis communistes de masse en Europe à revendiquer clairement la sortie de l'UE, les syndicalistes de l'Union PAME (Front syndical de tous les travailleurs) qui s'est illustré ces derniers mois en organisant la grève générale bénéficient d'une riche histoire dont voici l'un des symboles... très lié au Parthénon d'où les communistes ont dernièrement lancé aux peuples d'Europe une appel historique.

MANOLIS GLEZOS (en grec : Μανώλης Γλέζος) est un homme politique et un écrivain grec né le 9 septembre 1922 dans le village d'Apiranthos sur l'île de Naxos. Il est particulièrement connu pour sa participation dans la résistance contre l'occupation allemande en Grèce pendant la Seconde guerre mondiale.

En 1939, alors qu'il est toujours lycéen, Glezos participe à la création d'un groupe antifasciste luttant contre l'occupation du Dodécanèse par l'Italie et contre la dictature de Ioánnis Metaxás. Lors de l'invasion de la Grèce par l'Italie, il décide de s'engager dans l'armée pour être envoyé sur le front albanais, mais sa demande est repoussée compte tenu de son âge. Pendant l'occupation allemande de la Grèce, il travaille pour la Croix Rouge et la municipalité d'Athènes, et s'engage dans la résistance.

Le 30 mai 1941, il monte au sommet de l'Acropole en compagnie d'Apostolos Santas et dérobe le drapeau nazi qui flotte sur la ville depuis le 27 avril 1941 et l'entrée des Allemands dans Athènes. Ce geste est le premier acte de résistance en Grèce, et probablement un des premiers en Europe. Manolis Glezos et Apostolos Santas sont condam-



nés à mort par contumace par les Nazis. Le 24 mars 1942, il est arrêté par les Allemands et torturé. Il est de nouveau arrêté par les Italiens le 21 avril 1943 et emprisonné pendant trois mois. Le 7 février 1944 il est de nouveau arrêté par des Grecs collaborateurs et passe sept mois en demi prison avant de s'évader le 21 septembre de la même année.

Le 5 mars 2010, lors d'une manifestation pour protester contre le plan de rigueur destiné à réduire la dette de la Grèce, Manolis Glezos a été victime de tir de gaz lacrymogènes sous le regard de nombreux appareils photos. Il a du être transféré à l'hôpital mais ses jours ne sont pas en danger. Cet événement a pris place lors des conflits avec la police qui se déroulaient pendant la manifestation. Il a été relaté à de nombreuses reprises par les manifestants qui ont mis en avant la figure historique de Manolis Glezos comme symbole de la répression et de l'injustice policière.



L'Allemagne s'apprête-t-elle à annexer des territoires grecs?

Deux députés allemands du Bundestag, membres de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, proposent à la Grèce de vendre ses îles inhabitées, l'Acropole et le Parthénon... pour résorber sa dette! Vous imaginez la France bientôt dans le pétrin, devoir vendre la Tour Eiffel, le Louvre et Notre Dame de Paris ou le château de Versailles? L'Europe ne sera toujours qu'un fléau pour les travailleurs, les peuples et les nations. Il faut en sortir avant qu'il ne soit trop tard!

Retrouvez sur notre site la vidéo d'une interview incontournable du camarade Apostolos Sotiropoulos, du front syndical PAME (interview réalisée par Radio-campus en mai dernier). Ce dirigeant nous parle de la nécessité d'un syndicalisme de classe et de masse, de la nécessaire sortie de l'Union Européenne, du réformisme et de la crise générale du capitalisme...

La veille de la grande grève générale grecque, des centaines de militants du Parti Communiste Grec (KKE) déploient une immense banderole sous le mythique Parthénon, avec cet appel:

« **Peuples d'Europe, soulevez vous!** »



RETRAITES:

Se battre par-delà le mensonge et la trahison!

L'avenir des retraites n'est pas une question technique, démographique ou comptable. C'est un enjeu de civilisation. Qui, du peuple ou de la bourgeoisie, assurera son avenir? Dans le combat de classe légitime et nécessaire entre une minorité de parasites qui accapare toutes les richesses et une majorité de travailleurs qui les produit, la question des retraites pose celle de l'avenir de la société. Nous élèverons-nous vers plus de justice ou nous enfoncerons-nous encore un peu plus dans la barbarie? Parviendrons-nous à préserver le peu qu'il nous reste, gagnerons-nous de nouveaux droits, de nouvelles sécurités ou ferons-nous le grand bond en arrière qui nous brisera les os et nous paralysera pour longtemps sous le talon de fer du capitalisme? Nul ne peut le dire aujourd'hui car, dans le mouvement qui anime l'Histoire, le rapport de forces et la lutte des classes ne sont pas une donnée invariable figée dans un absolu intemporel. N'en déplaise à ceux qui aujourd'hui tremblent sous leur masque d'arrogance!

Pour tenter de convaincre la classe ouvrière et les milieux populaires que l'allongement de la durée de cotisation, le recul de l'âge légal de départ à la retraite et la baisse du montant des pensions sont une nécessité, le MEDEF et ses représentants libéraux au gouvernement et sociaux-libéraux dans l'opposition officielle s'appuient en gros sur trois thèmes: la démographie, le déficit public et la crise. De ces trois thèmes ils tirent leurs trois principaux mensonges que leurs médias assènent plusieurs fois par jour, jouant tantôt sur le registre de « l'expertise », tantôt sur celui de la peur, dans le seul but d'entretenir le fatalisme et de développer un fort senti-

ment d'impuissance, afin d'amener le peuple à se résigner sans véritablement combattre.

La main sur le cœur et prenant la pose, tous les experts, tous les politiques jurent de sauver le système des retraites par répartition... tout en instillant dans les esprits l'idée qu'il faudra une dose de retraites par capitalisation, souscrites auprès des assurances privées, auprès des boursicoteurs, au motif qu'il y aurait trop de « vieux à entretenir » et pas assez de jeunes pour cotiser, ces jeunes que le patronat maintient dans la précarité et le chômage de masse et ces « séniors » dont il se débarrasse passé la cinquantaine. Ce pseudo-argument démographique du vieillissement de la population est, dans le discours dominant, adossé à celui de l'allongement de l'espérance de vie présenté dans un emballage catastrophiste et qui, dans la logique de l'exploitation capitaliste, doit conduire à un allongement de la durée de cotisation. Or parler de l'allongement de l'espérance de vie comme d'un absolu, comme d'une évolution naturelle de l'espèce humaine c'est, pour le moins, faire preuve d'une insoutenable légèreté. C'est surtout nier en bloc la sociologie et l'histoire.

Patrons et ouvriers ont-ils la même espérance de vie? Demandons-le aux éboueurs de Dunkerque dont beaucoup décèdent avant la retraite, demandons-le aux veuves des amiantés qui manifestent régulièrement pour que ce crime du patronat soit reconnu et que justice soit rendue, demandons-le aux travailleurs précaires et aux chômeurs de plus en plus écartés de l'accès aux soins par manque d'argent. Car, loin d'être une tendance naturelle de l'espèce humaine, l'allongement de l'espé-

rance de vie est le fruit de l'histoire du mouvement ouvrier, le fruit des luttes qu'ont menées les travailleurs pour la création d'un système de sécurité sociale qui leur garantisse l'accès aux soins, des luttes pour l'amélioration de leurs conditions de travail, pour la réduction du temps de travail et pour la réduction de l'âge légal de départ à la retraite.

Aussi, en repoussant l'âge légal de départ à la retraite les patrons réduiront d'autant l'espérance de vie des travailleurs. Ils le savent. Ils n'en ont cure car seule compte la préservation de leurs profits.

En étroite liaison avec la vision catastrophiste de la démographie, les capitalistes développent, sur le même mode, le thème du déficit public. Il n'y a plus assez d'argent pour financer les retraites et garantir le montant des pensions. La France est « un État en faillite » claironnait Fillon, le sous-fifre du sous-fifre Sarkozy. Mais lorsque son employeur a réclamé de l'argent pour se refaire, le serviteur zélé du capital financier s'est empressé d'en trouver. 750 millions d'euros de la richesse nationale produite par les travailleurs transférés illico-presto dans les poches des banquiers. Ce qu'il y a de remarquable dans le système capitaliste c'est qu'il est sans surprise: le déficit est toujours public, les profits toujours privés. Les pertes pour le peuple, les gains pour les parasites qui vivent à son crochet.

C'est en vertu de cet axiome que le patronat cherche par tous les moyens à faire payer sa crise aux travailleurs. Et la perversité patronale et gouvernementale recèle toute une gamme de moyens pour faire payer les travailleurs, pour leur sucer la vie comme les vampires sucent le sang dans les Carpates: chômage et précarité, destruction des emplois, gel et diminution des salaires, coupes sombres dans les services publics, recul de l'âge légal de départ à la retraite, augmentation de la durée de cotisation et baisse du montant des pensions... Non les moyens ne manquent pas! Mais, que voulez-vous? C'est la crise. On vit au-dessus de nos moyens. Il faut maintenant avoir une gestion rigoureuse, une gestion responsable. Il va falloir faire des efforts, accepter des sacrifices. La crise est soudain une aubaine pour la bourgeoisie. Un fantastique auxiliaire de propagande.

Des auxiliaires, la bourgeoisie en a besoin pour préserver ses profits et maintenir sa domination, pour maintenir coûte que coûte le couvercle sur la marmite révolutionnaire, pour empêcher l'explosion, pour empêcher la classe ouvrière d'apprendre, d'agir et de comprendre en l'égarant dans les méandres de la collaboration de classe et en l'enlisant dans le marigot du réformisme. Sinon rechercher l'adhésion, du moins briser la résistance des travailleurs (en douceur et au moindre coût si possible) tel est le dessein de



la bourgeoisie, telles sont les tâches de ses auxiliaires au masque rose qui cache mal leur teint jaune. En langage patronal cela s'appelle « fluidifier les relations sociales », en langage ouvrier cela s'appelle trahir.

La trahison nécessite de la méthode et du doigté. Dans le pays occidental où la classe ouvrière a poussé le plus loin l'expérience socialiste (la Commune) et a le mieux résisté au fascisme (1936, la Résistance Intérieure), la bourgeoisie, qui a retenu les leçons de ses défaites passées, s'est constitué un no man's land ouvrier, une sorte d'entre-deux, un brouillard social-démocrate pour masquer la réalité du combat de classe, entretenir un fatalisme funeste (l'État ne peut pas tout faire avait dit en son temps Lionel Jospin à propos des délocalisations) et éviter ainsi l'affrontement direct dont rien ne dit qu'elle sortirait vainqueur.

Pour cela, le pouvoir peut compter sur les directions syndicales réformistes qui ont signé avec le MEDEF « la position commune » dont le gouvernement a tiré la loi sur la représentativité, qui vise à officialiser les syndicats et à les transformer en corps intermédiaires de la République, à nier leur raison d'être historique et ramener leur rôle à une simple fonction de « négociation », de conseil et d'accompagnement des « réformes » tout en exacerbant, censure sur le gâteau, la concurrence entre eux au détriment des travailleurs, comme l'a démontré l'appel à la grève et à la manifestation de Force Ouvrière, le 15 juin, auquel la CGT, la CFDT et tous les autres se sont bien gardés de s'associer. Le « syndicalisme rassemblé », cher à Bernard Thibault, fait aujourd'hui la démonstration de ce qu'il est : une soupe de sécurité de la bourgeoisie visant à maintenir le statu quo du rapport de force entre le patronat et la classe ouvrière dans l'optique d'un partage des rôles et des prébendes de l'aristocratie ouvrière dans un cadre concurrentiel.

C'est dans ce contexte de recomposition syndicale orchestrée par le gouvernement, que les directions confédérales proposent des « journées d'action et de mobilisation » saute-mouton, sans réelles perspectives de lutte, sans appel clair à la grève, dans le cadre d'une unité de somme à géométrie variable et sans véritable plate-forme revendicative. En se refusant à frapper la bourgeoisie au cœur, c'est à dire au portefeuille, en se refusant à utiliser l'arme principale des travailleurs c'est à dire l'arrêt prolongé de la production et le blocage simultané des transports et des services, les directions confédérales prennent une lourde responsabilité vis-à-vis de la classe ouvrière, dans la casse de notre système de retraite par répartition et de solidarité intergénérationnelle.

Pour certains, briser l'élan du mouvement ouvrier n'est pas chose nouvelle. C'est même une vocation affichée. François Chérèque, leader de la CFDT, n'a-t-il pas déclaré que la grève des cheminots, lan-

cée en début d'année par la CGT et SUD, était « irresponsable » en ces temps de crise?

Dans son saccage des retraites par répartition, le gouvernement peut aussi compter sur le brouillage des repères revendicatifs. En ayant abandonné toute revendication claire sur la durée de cotisation, la direction de la CGT a laissé le champ libre au MEDEF et au gouvernement pour appliquer le traité de Lisbonne, signé en l'an 2000 par Jacques Chirac et



Lionel Jospin, portant la durée de cotisation à 45 ans. La revendication du maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans est inopérante, si la durée de cotisation n'est pas bornée. Le gouvernement le sait. L'abandon par la direction de la CGT de la revendication des 37,5 ans de cotisation pour tous est, pour le gouvernement et le MEDEF, une condition essentielle pour mener à bien son plan de saccage des retraites. François Fillon ne l'avait pas caché au soir du 23 mars. Ce renoncement laisse également à la direction de la CFDT la possibilité pleine et

entière de jouer son rôle d'enjoliveur des projets les plus brutaux du Capital. Ainsi dans un document préparatoire à son congrès, la branche salariée du MEDEF, peut-elle écrire sans honte et sans hésitation : « L'augmentation de la durée de cotisation n'est acceptable pour la CFDT qu'à la condition d'un partage des gains d'espérance de vie et d'une possibilité de choix renforcé. Les gains d'espérance de vie doivent faire l'objet d'un partage équilibré entre durée de cotisation supplémentaire ouvrant le droit à une retraite à taux plein et temps de retraite supplémentaire. » En d'autres termes l'alliée de la CGT se prononce pour l'augmentation de la durée de cotisation, ce qu'elle a, sans surprise, validé à son congrès.

Néanmoins, malgré une campagne de propagande gouvernementale menée tambour battant à coup de mensonges plus gros les uns que les autres, malgré les manœuvres des directions confédérales réformistes qui ralentissent la construction d'un rapport de force favorable aux travailleurs, malgré la stratégie des journées d'action isolées et sans perspective, la manifestation du 27 mai dernier a démontré que la mobilisation ne faiblit pas et que la volonté de se battre de la classe ouvrière demeure, même si elle ne s'exprime pas encore de manière suffisante. Aussi, dans les semaines et les mois qui viennent, les communistes devront avoir à cœur de développer par tous les moyens l'esprit de résistance de la classe ouvrière et des milieux populaires en prenant leur responsabilité dans les syndicats, dans les collectifs de défense des retraites et en allant à la rencontre des populations.

« Pessimisme de la raison, optimisme de la volonté » disait Gramsci. Plus modestement, gardons constamment à l'esprit que les seules batailles perdues d'avance sont celles qu'on ne mène pas. L'avenir des retraites est un choix de société, un combat de classe entre le patronat et les travailleurs. Il revient aux syndicalistes sincères, aux progressistes et aux communistes de l'expliquer et d'œuvrer à la mobilisation de classe par delà le mensonge et la trahison.

Retrouvez l'actualité de la lutte pour sauver les retraites et nos tracts sur le sujet sur notre site Internet



CAMPAGNES ELECTORALES



Coordination Communiste Nord - Pas de Calais

Mise au point et bilan de la campagne des régionales: Quelques enseignements de la pratique du travail unitaire

Par son travail d'analyse théorique et de pratique militante inscrite dans les luttes sociales, la coordination communiste agit pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire, seule voie permettant une rupture complète avec le système capitaliste. Pour chacune des étapes de cette reconstruction, *l'analyse concrète d'une situation concrète* (Lénine) doit être faite : autrement dit, analyser en fonction du contexte politique, économique et social du moment et des forces en présence.

Face aux ravages des politiques actuelles de la droite capitaliste et aux compromis de la gauche libérale, **l'unité est objectivement une nécessité** ; ce qui nous a conduit à éviter le piège d'une position trotskiste du « ni/ni » (ni scission, ni unité), à s'isoler au nom d'une prétendue gauche plus pure, mais au contraire à rejoindre la liste d'ouverture initiée par le Front de Gauche. Les régionales permettaient de prolonger la victoire de 2005 avec le NON au référendum sur la constitution européenne qui avait pu être gagnée parce qu'elle a été celle d'une gauche de combat unie : **l'unité est donc aussi objectivement possible**. Mais cela ne signifie pas être d'accord sur tout et à tout moment : **l'unité n'est pas à confondre avec l'uniformisation et toute organisation garde sa liberté de critique**.

Vouloir l'unité était nécessaire, la construire a été et sera tout l'enjeu car l'unité

ne peut être qu'une intention théorique et doit se construire dans la pratique. Notre participation à cette liste ne pouvait être une simple adhésion à un programme et à une organisation préétablis mais tout en œuvrant aussi au rassemblement. En somme, cela consiste à être parfois « unitaires pour deux », tout en proposant d'aller plus loin dans les idées communistes. Il s'agit là de mettre à l'épreuve concrète ce qu'est une tactique (l'unité) et une stratégie (la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire) en évitant deux pièges : se focaliser sur la tactique en oubliant la stratégie et inversement sous prétexte d'un purisme révolutionnaire. Il est essentiel de savoir également faire des compromis qui ne sont pas à confondre avec des compromissions dès lors que cela ne met pas en péril les buts poursuivis par notre organisation : **l'unité c'est savoir au moment même de réunions saisir les contradictions principales et celles qui sont secondaires**.

Vérifier que notre décision était juste, ne peut se faire qu'à partir des faits objectifs issus de la pratique car « la réalité existe indépendamment de l'idée que l'on s'en fait...la

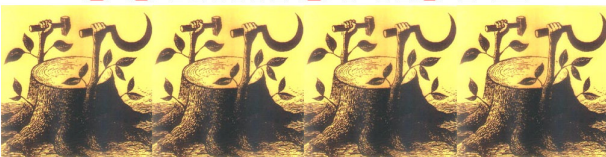
vérité objective est une question pratique » (Marx). Parce que nous avons pu participer à l'instance décisionnelle, contribuer à l'élaboration du programme dans lequel nos propres propositions ont été prises en compte, nous pouvons affirmer **avoir été reconnus en tant qu'organisation communiste tout en contribuant à construire l'unité au sommet** Mais construire au sommet n'est rien sans la construction d'une démocratie participative à la base. Nos nombreuses initiatives collectives locales : réunions, présences sur les marchés populaires, devant les entreprises, au porte-à-porte dans les quartiers... démontrent que les gens du peuple ne se désintéressent pas de la politique dès lors qu'ils perçoivent clairement la défense de leurs intérêts comme en 2005. **Avoir renoué avec un militantisme et une résistance populaires est une**



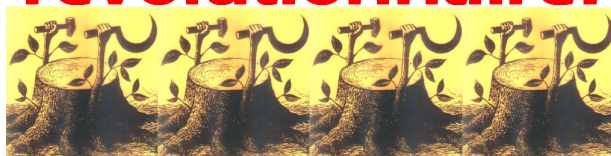
REconstruire UN PARTI



COMMUNISTE



révolutionnaire!



avancée progressiste du travail unitaire.

Enfin, **le travail unitaire initié durant cette campagne ne peut être considéré comme étant abouti**, au risque de se perdre dans une vision idéaliste : pas d'illusions électoralistes (la révolution ne viendra pas des urnes) mais utiliser toutes les formes d'action dans la lutte y compris celle électorale.

Traduire le programme du Front de Gauche dans une réelle pratique alternative à la gauche libérale, poursuivre un travail d'analyse théorique permettant de déboucher sur un projet unitaire antilibéral, construire un véritable Front Populaire en dehors d'un moment électoral, travailler à l'unité dans les luttes sociales et anti-impérialistes constituent un enjeu majeur dans notre travail militant.

Cette expérience est un pas en avant, de nombreux pas restent à faire pour arriver à un saut qualitatif. Ces pas, nous nous emploierons à les faire avec tous les communistes dans et hors du PCF en procédant à chaque fois à l'analyse concrète d'une situation concrète, car le monde n'est pas figé : il est soumis en permanence à des mouvements dialectiques.

Une campagne pleine d'espoir en Alsace!

Le Cercle Communiste d'Alsace a participé aux dernières élections régionales en s'impliquant dans la liste "Ensemble pour une Alsace à gauche, solidaire, écologique et citoyenne" qui comprenait le Front de Gauche (Parti Communiste Français, Parti de Gauche et Gauche Unitaire), les Alternatifs, le Parti Communiste des Ouvriers de France et donc le CCA. Il y avait un candidat du CCA sur la liste départementale du Bas-Rhin, Dominique Haquette, à la 7e place de la liste.

Après une campagne assez courte, la liste a obtenu 1,86% dans la région, devant le NPA, LO et les "écologistes décroissants", ce qui est très satisfaisant au regard du contexte régional. La victoire en Alsace est allée à l'UMP qui conserve la seule région de métropole à être gouvernée par une majorité de droite. Le PS et Europe-Ecologie ont fusionné au second tour et le FN a pu se maintenir. L'ensemble des partenaires de la liste "Ensemble pour une Alsace à gauche..." ont appelé à battre la droite et l'extrême-droite au second tour en votant pour la liste PS.

L'enseignement principal de ces élections, qu'on peut tirer aussi bien au niveau national qu'au niveau régional, est que l'abstention est très forte dans les quartiers populaires (parfois jusqu'à

75%). Cela montre que pour les classes populaires, il n'y a plus beaucoup d'illusions sur la nature du cirque démocratique bourgeois, et qu'elles ne se sentent représentées par personne.

Certes, la campagne fut courte, beaucoup de temps fut perdu en préparation et pour boucler la liste: militons davantage sur le terrain, c'est l'enseignement que l'on peut tirer de cette expérience. Il faut diffuser des tracts lisibles, efficaces, clairs, avec des mots d'ordre justes et correspondant aux aspirations populaires. Le Cercle Communiste d'Alsace se réjouit d'avoir pu participer à cette expérience au cours de laquelle il a pu être reconnu. Nous nous réjouissons aussi de l'accueil dans les quartiers tout au long de la campagne, lors des tractages, qui a été très positif. Les militants doivent assurer une présence régulière dans les quartiers populaires car l'attente y est énorme: tant au niveau de l'information à apporter aux habitants que des actions à mener avec eux. Ces quartiers ont l'impression d'avoir été abandonnés depuis si longtemps par les partis de la gauche qu'il faut travailler à s'y réimplanter avec sérieux, humilité, honnêteté et ouverture, mais avec une ligne politique claire et efficace.

Un pas a été franchi partout: de l'antilibé-

ralisme, on est passé à une attaque plus directe du capitalisme et notre travail a toujours été d'apporter une analyse de rupture avec le capitalisme allant plus loin que l'antilibéralisme issu des collectifs unitaires antilibéraux, mais en gardant toujours à l'esprit que les pas doivent être faits ensemble, dans l'unité.

Le travail unitaire doit maintenant se poursuivre et s'élargir, il doit se renforcer également en dehors des échéances électorales: c'est le sens de notre positionnement en faveur d'un front populaire de gauche, un front populaire ouvert sur toute la gauche de transformation sociale, un large front antilibéral présent dans toutes les luttes populaires. Les stratégies sectaires ont montré leurs limites et ont clairement échoué, il faut retravailler à l'unité la plus large possible. En tant que CCA, nous travaillons aussi au renforcement de l'aile communiste et marxiste-léniniste dans ce front antilibéral, et nous pouvons compter sur le soutien du Rassemblement des Cercles Communistes, dont nous faisons partie, dans cette tâche.

Ensemble, unis et déterminés, nous pourrions dans les prochains mois, dans les prochaines années, mettre un coup d'arrêt à la politique agressive de Sarkozy et du capital, puis repasser à l'offensive!

Cercle Communiste de Région Parisienne

Quand les quartiers populaires prennent le destin de l'Ile de France en main : succès prometteur pour la liste Emergence aux élections régionales de Mars 2010

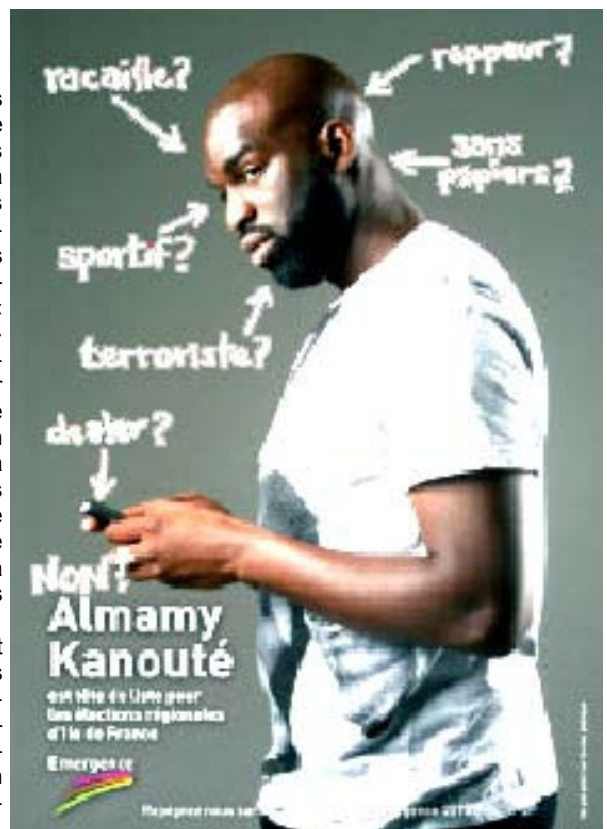
Lors des dernières élections régionales, les électeurs d'Ile de France ont vu fleurir des affiches percutantes dénonçant toute les stigmatisations que subissent les habitants des quartiers populaires, et appelant à voter pour la liste « Emergence ». Quelle est la raison d'être de cette liste ? Et quelle en sont les perspectives ?

Lors des précédentes élections municipales, des listes indépendantes dans les quartiers avaient déjà vu le jour pour répondre au mieux aux problèmes concrets et réels que les partis en place n'ont cessé d'ignorer ou de laisser de côté. Animés par des acteurs issus du milieu associatif, militant, ou tout simplement par des citoyens voulant s'investir pour leur quartier, ces initiatives municipales avaient pour intérêt d'être au contact des habitants, d'écouter les revendications et luttes sociales pour les retranscrire en programme électoral, mais aussi de tisser des liens de proximité entre militants et habitants. Le mouvement Emergence n'est pas une simple fédération régionale de ces listes municipales, mais il poursuit le même but et regroupe souvent les mêmes militants.

Emergence a rapidement été calomnié et

taxé de « quartieriste » alors que le programme de la liste dépasse largement les cadres des quartiers populaires de la région. En regardant de plus près le programme d'Emergence, on remarque que ses revendications semblent correspondre à celles des partis « à gauche de la gauche » comme la liste Front de Gauche ou le NPA, notamment par la recherche d'une plus grande justice sociale. Mais peut-on dire que la liste fait le jeu de la droite en dispersant les votes de gauche, ou plutôt qu'elle met les partis traditionnels (de la gauche antilibérale à la droite) face à leurs propres contradictions ?

Depuis 12 ans, la région est proclamée « à gauche », mais elle vit au rythme des scandales politico-financier, à commencer par ceux de son président Jean-Paul Huchon, ancien bras droit du milliardaire Fran-



çois Pinault, et condamné pour prise illégale d'intérêt dans l'attribution de marchés publics et emplois fictifs. La mafia des hauts de Seine n'est évidemment pas la seule à sévir, mais c'est bien à travers toute la classe politique, conseillers régionaux, généraux, municipaux, de la droite à la gauche, que la corruption et les méthodes douteuses sont en bonne place. Les élus locaux ne cherchent pas à être en contact avec leurs concitoyens pour définir et appliquer une politique qui réponde à leurs besoins élémentaires, mais plutôt à s'accrocher autant que possible à leurs précieux postes.

La région n'est naturellement qu'un rouage local du système capitaliste. Si chaque francilien peut le constater, que dire des habitants des quartiers populaires qui ne voient passer leur élu local qu'une fois par an, pour faire acte de présence, avec un grand sourire plein de dents, une caméra et un journaliste sur les talons. Leurs problèmes sociaux, souvent plus aigus qu'ailleurs, ne sont que très vaguement traités, sur la forme, quand au racisme ou à l'islamophobie, les partis en place les pratiquent souvent bien plus qu'ils ne les combattent.

Dans la région, entre l'UMP et ses méthodes mafieuses, le PS et Europe Ecologie qui n'ont pour vocation que de trahir la base sous un masque de gauche en préservant les intérêts d'une caste de corrompus, un Front de Gauche dont la tête appelle à voter PS presque depuis le 1^{er} tour en Ile de France, tout en délaissant les questions de racisme, de discrimination et d'islamophobie, les conditions ne sont pas réunies pour la

création d'une réelle alternative politique.

Par rapport au fonctionnement de ces partis, le mouvement Emergence a essayé d'inverser le fonctionnement de l'action politique en s'engageant localement, en allant à la rencontre de tous et toutes, pas seulement dans les quartiers populaires, pour rassembler les revendications concrètes de la base et essayer de faire participer le plus grand nombre au fonctionnement des collectivités locales, au lieu de le voir dans les mains d'une caste supérieure d'élus inamovibles.

Le résultat est un programme social très proche des aspirations de l'Ile de France populaire (Emploi, transport, lycée, logement, développement durable, vie associative, démocratie...) et une position claire et offensive sur les questions de racisme, de discrimination et d'islamophobie.

Ce programme ne se prétend pas révolutionnaire, il n'a pas d'autre prétention que de répondre honnêtement et simplement à une situation d'urgence pour les classes populaires en Ile de France, qui sont et resteront parmi les premières victimes de la crise violente du capitalisme. Le mouvement est conscient des réalités politiques du moment, et ne peut attendre que des appareils politiques aient bien voulu nourrir un vrai Front Populaire de gauche capable de remettre en question ce système pourri.

Le bilan est pour le moins positif ; avec un an d'existence, à peine un peu plus d'un mois de campagne effective, une couverture médiatique quasi nulle, et seulement 20.000€, le mouvement a rassemblé 12.242 voix à travers toute l'Ile de France (0.42%), faisant

presque jeu égal avec un parti installé tel que Lutte Ouvrière, le battant même dans le Val de Marne.

Au delà de ces chiffres, très modestes mais relativement excellents, la vraie victoire est dans la création d'une véritable dynamique populaire à la base, à travers toute l'Ile de France. La participation très large des électeurs potentiels à l'établissement du programme a permis un véritable engagement dans le mouvement.

Même si ce mouvement était nécessaire, il faut reconnaître qu'il est loin d'être suffisant. L'absence de projet politique à long terme, de réponse globale aux problèmes des classes populaires, d'attaque et de remise en cause du système capitaliste qui les opprime ; voilà autant de points qui peuvent freiner une amplification du mouvement à l'échelle nationale. D'autre part les dangers potentiels sont nombreux et divers : se faire « racheter » comme « caution de banlieue » par un parti au pouvoir, se faire attaquer de l'intérieur par des fascistes « à nouveau visage » comme celui de Kémi Séba, se diviser sur des débats secondaires lancés par une presse et une classe politique hostiles... Autant de raisons de travailler en communistes à ce que ce mouvement et ceux qui le suivront participent à la construction politique de nécessaires comités de front populaire de gauche, dans l'unité du front militant et populaire, le plus large possible, dans les luttes de terrain contre la déferlante de coups du pouvoir capitaliste et de sa crise.



NOTE DE LECTURE

UN AUTRE CAPITALISME N'EST PAS POSSIBLE

Editions Syllepse

de Rémy Herrera*

Le capitalisme est en crise. Il pourrait même s'agir d'une des plus graves crises de l'histoire moderne. Et pourtant, à suivre l'actualité au jour le jour, l'opinion publique peut avoir le sentiment que cette crise est déjà derrière nous. Or, le pire est sans doute encore

à venir, malgré les propos rassurants tenus et les aménagements envisagés.

En effet, la réactivation annoncée de l'intervention étatique a notamment pour objet la négation de la nature de biens publics à la fois gratuits et libres de composantes fondamentales du patrimoine commun de l'humanité, comme le savoir, l'éducation ou les infrastructures sociales et des ressources naturelles.

Ce livre nous propose un voyage dans les « entrailles du monstre », car c'est la dynamique même du capitalisme qu'il faut examiner et mettre à nu pour engager la grande transformation dont l'humanité et la planète ont besoin.

L'appel à la contre-offensive est lancé dans la théorie comme dans la pratique.

Les limites des politiques économiques menées par les gauches au pouvoir sont mises en évidence à partir de l'étude de quatre expériences : celles de Barack Obama aux États-Unis, de François Mitterrand en France (1981-1986), de Lula au Brésil et de Hugo Chávez au Venezuela.

C'est évidemment vers l'Amérique latine que les yeux se tournent. Les efforts de transformations sociales et de régionalisation



mis au service des peuples font la démonstration qu'il est possible de passer de la défensive à l'offensive et d'ouvrir à nouveau les débats sur les alternatives anticapitalistes et les processus de transition socialiste.

L'auteur

Rémy Herrera est économiste, chercheur au CNRS, enseignant à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est l'un des coordinateurs du Forum mondial des Alternatives. Il est associé à l'Union of Radical Political Economist (New York), la Chubu University (Nagoya), la Société latino-américaine d'économie politique (São Paulo), l'Association des économistes de Cuba (La Havane), ainsi qu'au Forum du Tiers Monde (Dakar). Il travaille aussi avec

le Centre Europe-Tiers Monde (Genève) auprès du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

Le 26 avril dernier, Rémy Herrera a eu l'honneur de présenter cet ouvrage à l'ambassade de Cuba à Paris.

Il est aussi l'auteur de :

Cuba Révolutionnaire (Tome 1 - Histoire et Culture. Tome 2 - Économie et planification). Editions L'Harmattan

L'empire en guerre - Le monde après le 11 septembre - ouvrage collectif. Le Temps des Cerises

Dépenses publiques et croissance économique - Pour sortir de la science(-fiction) néo-classique. Editions L'Harmattan

* **Ouvrage disponible auprès du Cercle Barbusse**

Poursuite de la construction d'un Front Populaire de Gauche

Candidature commune PCF/Coordination Communiste à l'occasion d'une cantonale partielle dans le Nord !

Trois mois à peine après les régionales, la Coordination Communiste s'est engagée dans une nouvelle expérience unitaire dans le Nord, à l'occasion de la cantonale partielle de Tourcoing-Nord-Est le 27 juin. Notre camarade William Roger a été présenté en tant que suppléant de la candidate PCF Dominique De Clercq. Ce "ticket" PCF/Coordination Communiste s'est fait sous le label du "Front de Gauche" avec le soutien du Parti de Gauche. Le NPA, non présent, a eu une attitude de "ni-ni" exposée lors d'une rencontre: ni soutien, ni agression.

Dans un canton détenu par le PS et avec un très fort vote d'extrême-droite, l'objectif était clairement d'ancrer fortement une gauche de combat, d'ouvrir un espace de résistance radicale à la politique sarkozyste, et de redonner une perspective politique aux travailleurs, chômeurs, retraités et jeunes complètement écœurés par "la politique" et très majoritairement abstentionnistes.

Sur le terrain, la campagne a été menée en commun, pour l'essentiel par des militants du PCF et de la Coordination Communiste. La démarche ? Aller à la rencontre des gens en multipliant les porte-à-porte dans les quartiers populaires. Et cela presque chaque soir, mais aussi en organisant un "samedi rouge" de déploiement dans la grande ZUP du canton, qui a réuni sur le terrain les directions de nos deux organisations. Le tract de campagne, édité à 20 000 exemplai-

res, portait en titre "Ce n'est pas au peuple de payer la crise". Nous avons aussi édité en propre une déclaration centrée sur la nécessaire unité des travailleurs au-delà de leurs origines et nationalités, faisant le constat d'une division forte des quartiers populaires entre population immigrée et population "de souche" imprégnée du discours xénophobe diffusée depuis 30 ans par le FN. Ce qui dominait dans les discussions en tout cas, au-delà des préjugés, c'est le ras-le-bol de tous, mais aussi le sentiment d'impuissance, en même temps que la disponibilité (souvent) à entendre un nouveau discours.

Au-delà du résultat électoral (*voir notre site pour les résultats et les commentaires*), cette expérience représente une étape supplémentaire dans la volonté de notre organisation de s'enraciner au sein du peuple, en développant à la base le front populaire de gauche nécessaire pour ouvrir une perspective contre le libéralisme destructeur et le social-libéralisme accompagna-

l'Humain d'abord!



Stand à la braderie de quartier des Phalempins à Tourcoing le 25 mai 2010



teur. Expérience complémentaire de celle en cours également autour des collectifs de résistance à la réforme des retraites. C'est aussi un signe, bien sûr, en prévision des échéances électorales à venir où sera posée la question de la poursuite de la construction d'un tel front populaire.

Vis à vis du PCF enfin, et sans entrer dans les débats de leur congrès sur le "Front de Gauche", cette nouvelle expérience unitaire - qui nous a placés en situation de co-élaboration et co-animation d'une campagne de masse - a permis de montrer que la "dynamique" d'un front est également fonction de ses acteurs (ceci dit en tenant compte du rapport de forces entre les organisations du front), mais aussi de la volonté des uns et des autres de respecter la souveraineté des organisations tout en s'unissant sur l'essentiel, pour élargir le champ de la contestation.



Samedi rouge de porte-à-porte dans le quartier de la Bourgogne à Tourcoing

On nous fait le coup depuis si longtemps...

LES FINANCES PUBLIQUES DOIVENT ÊTRE SAINES, LE BUDGET DOIT ÊTRE ÉQUILIBRÉ, LA DETTE PUBLIQUE DOIT ÊTRE RÉDUITE, L'ARROGANCE DE L'ADMINISTRATION DOIT ÊTRE COMBATTUE ET CONTRÔLÉE, ET L'AIDE AUX PAYS ÉTRANGERS DOIT ÊTRE DIMINUÉE DE PEUR QUE ROME NE TOMBE EN FAILLITE. LA POPULATION DOIT ENCORE APPRENDRE À TRAVAILLER AU LIEU DE VIVRE DE L'AIDE PUBLIQUE.

CICERON ~ 55 AV. J.C.



Retrouvez notre stand, discutez avec nos militants, découvrez la librairie politique du Cercle Henri Barbusse à l'occasion de la braderie de Lille comme chaque année et lors de bien d'autres initiatives, meetings, etc.

Ci-dessous quelques photos prises lors du salon du livre politique d'Arras dans le Pas de Calais, le premier mai dernier...



Plus que jamais l'union fait la force!

Enseignements d'une lutte pour les salaires

Chantiers : Voici 7 semaines que vous, salariés de Surcouf, êtes en grève contre la direction. Pouvez-vous nous exposer les raisons de cette grève ?

Un salarié de Surcouf Strasbourg: Les raisons de ce mouvement remontent à un an et demi quand PPR (Pinault-Printemps-Redoute) vend l'entreprise Surcouf à un fond d'investissements. Ce fond d'investissement dénonce alors les contrats de travail des salariés et propose une nouvelle forme de rémunération. Il faut savoir qu'auparavant les vendeurs étaient payés par un fixe (moins de 1000€) et un variable suivant leurs ventes (chiffre d'affaire), les salaires moyens étaient de 1500 à 1700€ par mois. La nouvelle forme de rémunération aurait amené une baisse importante : les salaires maximum seraient alors de 1400€, les salaires moyens de 1200€ par mois. De plus en rémunérant les salariés en fonction des marges sur les produits et non plus sur leurs prix, il s'agissait pour la direction de faire payer aux salariés et aux clients la gestion du stock de marchandises (NdC: car le coût du stock est comptabilisé dans les marges de l'entreprise et se répercute sur les clients et sur les nouvelles rémunérations des salariés). C'est inacceptable.

Les réunions de négociation sur les nouveaux salaires n'aboutissent pas et en juin 2009 le groupe Mulliez "rachète" Surcouf.



"Rachète" entre guillemets puisqu'il s'agit d'un don gratuit, et même accompagné d'un fonds supplémentaire de 22 millions d'euros donnés à Mulliez "pour éponger les dettes". Les détails de cette transaction étrange (qui revient à payer quelqu'un pour qu'il reçoive une entreprise) ne sont pas connus à l'heure actuelle. Mulliez reprend à son compte la volonté de contre-réforme des salaires et le 1er janvier 2010, c'est-à-dire tout juste au terme du délai légal après le "rachat" de Surcouf, il impose ces nouveaux contrats. Les salariés ont alors un mois pour se prononcer sur cet avenant au contrat de travail. 179 des 320 salariés concernés refusent cette baisse honteuse de leur rémunération. Ces salariés sont alors menacés de licenciement, et ce dans le cadre d'un plan

social (Plan de "Sauvegarde de l'Emploi" : PSE comme on l'appelle maintenant!) de licenciement économique. Le 31 mars 2010 les salariés se mettent alors en grève illimitée dans l'ensemble des 5 magasins de Surcouf en France.

A Strasbourg plus particulièrement, la grève est-elle bien suivie ?

Oui ! A Strasbourg, 22 salariés se mettent en grève sur les 35 que compte le magasin.

Quelles sont alors les actions entreprises ? Quelle forme avez-vous donné à la grève ?

Le 31 mars est un jour d'inventaire. La direction avait déjà prévu le mouvement des salariés et avait engagé des intérimaires (70 en tout) pour faire l'inventaire. Le rôle des salariés devait être juste de ranger le matériel et d'ouvrir le magasin dans l'après-midi. A 15h les salariés se mettent en grève. L'inventaire est ralenti et le magasin ne peut ouvrir ce jour-là. A ce stade, la direction s'attend à ce que le mouvement s'essouffle au bout de 3 jours (au 1er avril). Mais ce n'est pas le cas ! Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO appellent à la grève. Les salariés se postent à l'entrée du magasin avec drapeaux, banderole et tracts. La majorité des clients arrivant au magasin sont convaincus par les salariés de les soutenir et peu entrent dans le magasin. Le 1er avril, plusieurs médias sont présents pour rendre compte de cette grève : France 3 Alsace, Les Dernières Nouvelles d'Alsace, Alsace 20, Chantiers, etc... La couverture médiatique en Alsace est donc bonne pour ce début de grève.

Ensuite votre lutte a perduré. Comment cela s'est-il passé ?

Nous assurions une présence quotidienne de 10h à 18h devant le magasin. Le choix d'une grève "calme", sans blocage vient de la volonté de ne pas s'attirer les foudres des gestionnaires de la galerie commerciale, dans laquelle le magasin de Surcouf est installé, qui auraient pu rendre plus difficile la mobilisation. Avec le temps un changement psychologique s'opère. On sent un durcissement des déterminations face à une direction qui reste campée sur ses positions.

Justement comment se sont passées les premières négociations avec la direction de Surcouf, avec Hugues Mulliez ?

Hugues Mulliez, on ne le voit pas ! C'est comme s'il avait peur de venir discuter avec nous. C'est avec le DRH que se pas-

Le mot du Cercle Communiste d'Alsace

Le CCA salue la victoire obtenue par les salariés. Ce n'est certes pas un triomphe mais cela reste une victoire tant au niveau de ce qui a été obtenu face à une direction hostile, qu'au niveau de la ténacité et du courage des grévistes qui ont tenu sept semaines. Sept semaines de grève ! Pour beaucoup de salariés présents chaque jour devant leur magasin pour faire entendre leur mécontentement, leurs revendications, il s'agissait de leur première expérience de lutte. Nous le saluons !

Cela montre en tous cas que l'unité, l'organisation et la détermination sont payantes. Que dans les luttes à venir, c'est sur ce socle que pourront être défendues des revendications offensives, car chaque lutte s'inscrit dans un mouvement plus global de lutte des classes dont l'aboutissement est l'émancipation de tous les travailleurs.

sent les réunions. Des réunions de médiations ont lieu entre celles du CCE (Comité Central d'Entreprise qui doit se prononcer sur un accord pour le PSE). La direction tente de faire cesser la grève mais sans jamais faire aucune concession. Elle entend licencier les salariés ayant refusé l'avenant avec le minimum légal. Une misère. En face, les revendications des grévistes sont de réclamer une amélioration du système de rémunération pour les salariés restants, obtenir bien sûr les indemnités légales et aussi une indemnité supralégale de licenciement de 2200€ par année d'ancienneté pour chaque licencié.

Quels ont été alors les effets de la grève ? Avez-vous eu des retours ?

Le filtrage des clients marche très bien. La grande majorité d'entre eux est solidaire de notre lutte et ne rentre pas dans le magasin. Nous savons que le chiffre d'affaire du magasin est plus que divisé par deux. C'est d'ailleurs rageant : chaque jour ils perdent plus que tout ce que nous réclamons. Le blocage des négociations par la direction n'est pas sur le montant que nous demandons. Ce dont la direction a peur, c'est du précédent que nous pourrions établir ! Par ailleurs des embauches sont effectuées par le magasin de Strasbourg : 7 CDI. Ce qui est une atteinte claire au droit de grève ! Un scandale. Une dizaine de militants de Strasbourg décident alors de monter à Paris pour la seconde réunion du CCE et dormir en tentes sur le trottoir devant le magasin de Paris - Daumesnil. Les tentes resteront sur le trottoir plusieurs jours jusqu'à leur destruction par les vigiles aux ordres de la direc-

tion. Les militants parisiens investissent le magasin quelques jours plus tard pour y dormir. Ils seront mis dehors au matin par les vigiles et attaqués en justice. Cette dernière manœuvre d'intimidation de la direction sera sans suite face à la détermination des grévistes.

Et finalement comment cela s'est-il terminé ?

Enfin, le 7 mai arrive la dernière réunion du CCE, à l'issue de laquelle une décision peut être prise (acceptation du PSE ou renvoi pour un nouveau cycle de négociations). Les délégués strasbourgeois pourront s'y rendre suite à une collecte d'argent organisée par le CCA (Cercle Communiste d'Alsace) qui financera une partie du voyage. A ce stade, les salariés ont reçu leur fiche de paye, nulle ou quasiment, du mois de grève. La détermination monte encore d'un cran. Entre grévistes, la question d'investir la réunion du CCE se pose. Malheureusement le mot provocateur de séquestration est lancé sur

le groupe Facebook de soutien aux grévistes. Mulliez prend cela comme prétexte et fait venir de nombreux vigiles, extérieurs à Surcouf, pour cette réunion. Ces molosses, en plus des gardes du corps de Mulliez rendront la mobilisation impossible, allant jusqu'à molester les grévistes à un moment. Les grévistes reçoivent à Paris le soutien du NPA, du PG et d'un élu local. Les revendications sont désormais d'obtenir les indemnités légales, 1500€ net par année d'ancienneté, et une prime de 1000€ de paiement des jours de grève. Les négociations se débloquent un peu. La direction recule et allonge de plus en plus d'argent pour mettre un terme à la grève, mais

pas à la hauteur des revendications. C'est à ce moment là que la trahison a lieu. Alors que les salariés refusent une proposition de la direction, deux élus de la CFTC signent le document sous un prétexte fallacieux, contre la volonté de l'ensemble des grévistes. Ce coup de couteau dans le dos clôt le PSE et les salariés devront se contenter des indemnités légales et de 1200€ brut par année d'ancienneté, avec un plancher de 4000€. La déception est grande. Après 7 semaines (!) de lutte les grévistes sont trahis et arrêtés dans leur élan.



ceux, contre la volonté de l'ensemble des grévistes. Ce coup de couteau dans le dos clôt le PSE et les salariés devront se contenter des indemnités légales et de 1200€ brut par année d'ancienneté, avec un plancher de 4000€. La déception est grande. Après 7 semaines (!) de lutte les grévistes sont trahis et arrêtés dans leur élan.

Pouvez-vous nous donner votre impression sur cette mobilisation qui a été la vôtre ? Que conseillerez-vous à des salariés se lançant dans un mouvement contre leurs patrons ?

Nous ne nous sentons pas affaiblis par cette grève. L'issue est décevante, révoltante, mais le sentiment est tout le contraire du fatalisme. Nous avons vu les ravages de la division syndicale, instaurée par le patron, qui nous a désunis et nous a fait perdre beaucoup de temps. A des salariés commençant un mouvement nous dirions que le plus important c'est d'instaurer un rapport de force avec le patron, pour qu'il soit forcé de négocier, et surtout de rester déterminés et unitaires, d'éviter toute division qui fait le jeu de la direction.

APEROS GEANTS

De quoi le pouvoir a-t-il peur ?

Dans son système économique, social et politique, le capitalisme a déjà :

- opposé « l'individu libre » au « collectif oppresseur », les libertés individuelles aux libertés collectives,
- divinisé la propriété privée individuelle des moyens de production et d'échange,
- loué le pouvoir et l'étalage sans aucune pudeur de la richesse individuelle,
- prôné la réussite individuelle comme moteur du progrès,
- fait de « l'individualisme » l'aune de ce qu'il y a de plus « moderne », de plus « civilisé »,
- dicté que la « nature individuelle » c'est forcément « l'égoïsme » de l'humain, ...

Le besoin spontané des jeunes de retrouver un peu de collectif, un peu de social dérange et est perçu comme pouvant menacer à terme « l'ordre naturel » d'une société définie comme une simple somme d'individus.

L'utilisation des moyens nouveaux comme internet, téléphones portables, par une jeunesse en manque de social et de collectivisme peut en effet devenir subversive quand celle-ci passera du coup à boire ensemble, de l'apéro géant à la revendication et à l'action géantes contre la mal-vie que lui fait subir le capitalisme. La bourgeoisie n'a pas d'avenir à offrir à la jeunesse que l'alcool, la drogue, le sexe, la pornographie, toutes déviances qui détournent pendant un temps les travailleurs, la jeunesse de la lutte des classes. Mais le processus du passage de la classe en soi à la classe pour soi est accéléré par la crise du capitalisme qui ne fait plus rêver la jeunesse. Découvrir brutalement la vraie nature inhumaine du capitalisme peut pousser à s'enivrer temporairement comme exutoire au stress suscité par la vision d'horreur qui s'étale sous les yeux d'une jeunesse longtemps bercée par l'illusion de la « réussite personnelle et individuelle ».

Ces nouvelles formes de retrouvailles populaires des jeunes doivent être étudiées par les organisations politiques, syndicales et associatives des classes populaires pour les mettre au service de la lutte des classes d'aujourd'hui. Alors les apéros géants doivent produire un jour des luttes sociales et politiques géantes anticapitalistes. !

C'est aussi comme cela que nous allons contrer les fascistes qui sont capables d'instrumentaliser ce phénomène spontané pour opposer, non pas la classe des travailleurs à celle des patrons, mais les travailleurs entre eux à partir des critères religieux, d'origines ou de « races ». En cela les fascistes ne font qu'accomplir leur fonction politique au service du capital.

Lutte des PIMKIE dans le Nord

Le 7 mai 2010, une soixantaine d'ex-grévistes de Pimkie organisaient à Toufflers un repas d'adieu. Les militantes avaient tenu à inviter la Coordination Communiste en remerciement du soutien apporté à leur lutte courageuse (voir notre précédent numéro). Au delà de la morosité sociale et des drames personnels vécus après leurs licenciements ou leurs départs volontaires, nos Amies n'avaient pas perdu pour autant cet humour fracassant qui a rendu leur combativité légendaire. Chaleureux moment que ces retrouvailles de choc...



**PROFITEZ DE CE NUMÉRO
POUR VOUS ABONNER!**

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
10 euros = 6 n° / Coordination Communiste, BP 51,
59007 Lille CEDEX coordcommuniste@numericable.fr

DOSSIER ISRAËL

Du massacre de Gaza à la piraterie et au meurtre d'humanitaires: SIONISME = FASCISME!

Ce 31 mai, Israël a tué en eaux internationales des militants de la cause palestinienne venus apporter par la mer des vivres et du matériel médical aux habitants de Gaza soumis à un blocus illégal, inhumain et barbare. L'Etat terroriste et fasciste israélien montre une fois de plus qu'il se croit partout chez lui, en Palestine comme en mer, et qu'il s'autorise tous les crimes, fort de l'impunité que lui assure la complicité des puissances impérialistes que sont les USA et l'UE.

A ce scandale s'ajoutent les mensonges des médias qui, sans scrupules, répètent la propagande sioniste semant la confusion entre agresseurs et agressés, bourreaux et victimes, assassins et résistants. Cette fois l'attentat terroriste d'Etat contre l'assistance à un peuple en danger de mort et d'un crime contre l'humanité, s'ajoutant à l'horreur des nombreux crimes contre l'Humanité perpétrés par Israël en Cisjordanie, au Liban, à Gaza ces dernières années, élargit encore la prise de conscience des opinions publiques internationales sur la véritable nature de cet Etat colonialiste. En effet le sionisme, c'est un fascisme dont l'objectif est l'épuration ethnique et religieuse par la colonisation de la Palestine ou le cas échéant l'extermination des populations Palestiniennes. Certains ont de la difficulté à se rendre à l'évidence du sens du projet sioniste, mais Israël est le seul Etat au monde qui ne se reconnaît pas de frontières parce que forgé à partir de l'idéologie fondamentaliste religieuse juive du « *peuple élu pour une terre promise* » que serait la Palestine. Une telle théorie, une telle idéologie est-elle vraiment différente de la théorie nazie de « *l'espace vital* » au nom de laquelle Hitler s'est lancé dans la guerre totale de « *destruction des Slaves et peuples non germaniques* » pour s'emparer des territoires à l'Est de l'Allemagne ?

La théorie sioniste du « *peuple hébreu*

élu » confère aussi au « *peuple juif* » le statut de « *peuple supérieur* » qui aurait donc une sorte de « *droit divin* » lui permettant de coloniser les terres Palestiniennes et d'en chasser les habitants. Où réside la différence d'avec le nazisme qui procédait aussi du même délire raciste selon lequel il y aurait des « *racés et peuples inférieurs, maudits, destinés à la servilité voire à l'extermination, notamment les Juifs, les Tziganes, les Slaves, etc.* » ?

C'est pourtant cette même logique coloniale qui est à l'origine du « *nettoyage ethnique* » qui a été le baptême de naissance de l'Etat d'Israël avec l'expulsion massive des Palestiniens en 1948 puis à nouveau en 1967. C'est la même logique



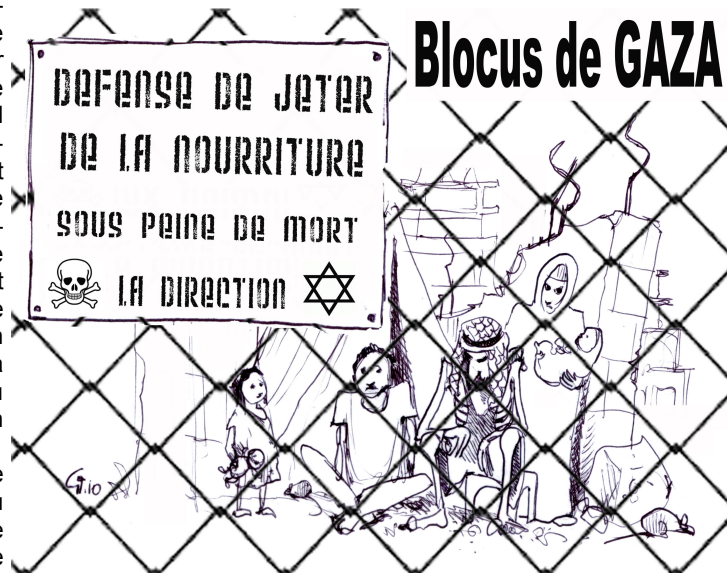
chose qui s'appelle le peuple palestinien, ça n'existe pas ... Ce n'est pas que nous sommes arrivés et les avons jetés dehors, et pris possession de leur pays. Les Palestiniens n'existaient pas ». Menahem

Begin, Premier ministre : (les Palestiniens) « *sont des bêtes marchant sur deux jambes* ». La vérité est qu'il n'y a aucune différence entre « droite et gauche » chez les sionistes, c'est ce que montre le cas Rabin : « *Le Premier ministre Rabin a reçu à Jérusalem en 1976 le Premier ministre d'Afrique du Sud Vorster, qui avait été interné dans un camp d'emprisonnement britannique comme nazi et qui avait envoyé son armée envahir l'Angola. Lors du dîner de gala, Rabin a porté un toast à l'idéal commun de justice et de coexistence pacifique* ». Vorster a répondu en déclarant « *qu'Israël et l'Afrique du Sud sont victimes des*

ennemis de la civilisation occidentale » (tiré de « [Frères d'armes: pacte secret d'Israël avec Pretoria](#) », de Chris McGreal, publié par *The Guardian* le 7 Février 2006).

La résistance du peuple Palestinien est légitime et nous apportons notre **soutien inconditionnel à toutes ses composantes**, du Hamas au FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine, mouvement marxiste-léniniste) en passant par le Fatah, car seule l'unité du peuple palestinien permettra d'accéder à la victoire. **L'union de ceux qui croient et de ceux qui ne croient pas au ciel** est tout aussi indispensable à la victoire en Palestine que cela était nécessaire pour la résistance à l'occupation nazie et à la collaboration vichyste dans notre pays en 1940 et 1945.

C'est pourquoi dans ce contexte tragique il est important de diffuser et de soutenir le **Boycott de tous les produits israéliens**, car comme en Afrique du Sud sous l'apartheid, il s'agit de la solidarité à un peuple qui lutte contre un Etat raciste, colonialiste et fasciste Israélien.



qui se traduit aujourd'hui par la multiplication, l'extension des colonies et les expulsions des Palestiniens de Jérusalem-Est. La parenté entre sionisme et apartheid est aussi vérifiée par la « *bantoustanisation* » (qu'on appelle aussi « *le gruyère* ») de la Cisjordanie et de Gaza. Déshumaniser « *l'autre, le colonisé* » pour justifier l'oppression, la colonisation, voire l'extermination est une logique commune au nazisme, à l'apartheid et au sionisme. C'est ce que montrent ces déclarations d'éminents chefs politiques et militaires Israéliens : « *L'Etat d'Israël se considère comme la création du peuple juif tout entier et ses portes sont ouvertes, conformément à ses lois, à tous les Juifs désireux d'immigrer* ». Rafael Eitan, chef de l'armée israélienne : « *Quand nous aurons colonisé la terre, tout ce que les Arabes seront capables de faire, ce sera de courir d'un endroit à l'autre comme des cafards drogués dans une bouteille* ». Golda Meir, Premier ministre : « *Quelque*



Boycott total d'Israël!

Le boycott a une histoire : en 1879, Charles Boycott dut capituler face aux revendications de « ses » fermiers. Depuis, il est devenu « l'arme des pauvres contre les puissants, des opprimés contre la domination » (Omar Barghouti : *B.D.S. – Ed. La Fabrique*). En Afrique du Sud, le boycott contribua à la chute de l'apartheid. En Palestine occupée, ce sont 170 partis politiques, syndicats et organisations palestiniennes qui lançaient, le 9 juillet 2005 (soit un an après l'avis, **resté lettre morte**, de la Cour Internationale de Justice contre le mur d'annexion israélien), un appel au **BOYCOTT DES INVESTISSEMENTS SANCTIONS (BDS)** contre Israël, appel signé par les 3 composantes du Peuple Palestinien : les réfugiés, les Palestiniens sous occupation et les Palestiniens d'Israël.

BDS définit ainsi les 3 droits fondamentaux des Palestiniens, base minimale à une paix juste : droit au retour des réfugiés dans leur foyer, fin de l'occupation à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza, fin du régime de l'apartheid à l'encontre des Palestiniens d'Israël.

En s'adressant aux peuples du monde, BDS fait le lien entre la lutte palestinienne et le mouvement social mondial. Il a pour objectif un boycott total : politique, économique, sportif, culturel, académique, professionnel.... Desmond Tutu, archevêque Sud-Africain, militant de l'ANC et prix Nobel de la Paix en 1984, insiste tout particulièrement sur « le boycott sportif qui permet de toucher les gens ordinaires ».

Cette forme de résistance civile et non-violente doit s'étendre partout car il s'agit bien de remettre en cause tout le système raciste du sionisme et non seulement une partie, même si, pour des raisons tactiques, des associations ou des syndicats boycottent de manière ciblée tel produit ou telle entreprise qui ne respecte pas les 3 droits fondamentaux des Palestiniens.

Suite aux massacres israéliens à Gaza en 2008/2009, la campagne internationale BDS a reçu un écho et connu un développement important : diffusion massive de listes de produits à boycotter : tout produit frais venant d'Israël (pommes de terre, poivrons, tomates, fraises...), ceux de marque Carmel et Jaffa en particulier, médicaments génériques TEVA (Israël est leader mondial), lingettes,... tout produit dont le code barre commence par 729 (cf site BDS en France : <http://www.bdfrance.org/>).

Partout en France, des opérations boycott se sont multipliées dans de grandes surfaces, afin d'informer et de sensibiliser les consommateurs à la campagne BDS et d'exiger des directions de magasins qu'elles retirent de la vente les produits illégaux, tel que Sodaclub estampillé « made in Israël », bénéficiant ainsi d'un accord douanier préférentiel entre l'Union Européenne et Israël, alors qu'il provient de Cisjordanie occupée. Interpellées par plusieurs associations de solidarité avec la Palestine, dont l'AFPS Nord Pas de Calais, les douanes françaises tardent à répondre

alors que les douanes allemandes ont déjà interdit l'importation de ce produit.

La campagne BDS se manifeste aussi sous d'autres formes : rassemblements, manifestations, pétitions, questions de députés au gouvernement, motions syndicales, poursuites pénales contre des entreprises (Veolia, Alstom)... toute action visant à dénoncer l'occupation, la colonisation, les crimes de l'Etat sioniste et l'impunité dont il jouit depuis sa création, grâce à ses soutiens en Europe et en particulier en France. Retrait par la mairie de la société Sodaclub à la fête des vendanges à Montmartre (oct.2009), boycott d'éditeurs et d'écrivains au Salon du Livre à Paris, annulation du Salon du Tourisme israélien à



au Royaume-Uni, en Australie, en Norvège, en Suède, Espagne, Italie... En Irlande, des députés, sénateurs, dirigeants syndicaux et artistes célèbres ont lancé un appel au boycott d'Israël. En Grèce, les dockers ont répondu à l'appel du Front Populaire de Libération de la Palestine en bloquant de l'armement devant être acheminé d'urgence en Israël ; même réponse des dockers sud-africains, à l'appel du syndicat SATAWU des Transports, qui refusèrent de décharger un navire israélien dans le port de Durban. Sur les terrains sportifs, quand le match n'est pas contraint au huis clos, drapeaux palestiniens et banderoles rappellent aux joueurs israéliens qu'ils représentent un Etat raciste et assassin.

Le boycott est efficace ! Preuve en est la contre-offensive sioniste en France qui appelle, par les voix de Fillon et Alliot-Marie, via leurs amis du CRIF, de l'association France/Israël et de tous les soutiens à l'Etat raciste (LICRA, SOS Racisme, journal Le Monde...) à des poursuites contre les « boycotteurs ». Mais convocations de militants au commissariat, dépôt de plainte contre le MRAP, condamnation pécuniaire, campagne contre les cinémas Utopia,... aucune pression, aucune menace ne viendra intimider ou ralentir le boycott d'Israël. Bien au contraire! La voix des peuples se fait chaque jour plus claire et plus forte pour obtenir la chute de l'Etat colonial et raciste. Les sionistes « soft » du Camp de la Paix, tels Cohn-Bendit ou Finkelkraut, qui volent au secours de l'Israël en feignant d'ignorer que ce « pays » est le résultat d'un nettoyage ethnique massif qui se poursuit quotidiennement, n'éviteront pas le déraillement des entreprises Veolia et Alstom qui participent à la colonisation de la

Palestine par la construction du tramway de l'apartheid à Jérusalem. Les amis du parti des travaillistes d'Ehoud Barak, actuel ministre de la guerre ou d'Yitzhak Rabin (qui donna l'ordre de briser les os des bras et des jambes des Palestiniens lors de la 1ère Intifada) n'ont pas compris que le train du boycott est en route et que rien ne pourra l'arrêter tant qu'Israël n'aura pas rendu au peuple palestinien TOUS SES DROITS et qu'il n'aura pas payé pour tous ses crimes ! En Israël même, il est en marche. Comme l'affirme Omar Barghouti : « *Notre moment sud-africain est enfin arrivé!* »

N'ACHETEZ PAS LES FRUITS ET LEGUMES israéliens



de marque :



et les produits dont

le code barre



commence par : 7 2 9 0 0 . . .

Ne participez pas aux MASSACRES des Palestiniens.



Paris, annulation des spectacles d'Arthur en Ardèche, d'Anne Roumanoff à Genève, de Gad Elmaleh au Liban, annulation de concerts du sioniste Enrico Macias à l'île Maurice, de Noa au Pays Basque... Des clowns israéliens invités par la mairie de Tourcoing et restés muets sur les massacres commis à Gaza, n'ont pas amusé les citoyens décidés à faire respecter le droit international et la justice : distribution de tracts et manifestation pour dénoncer la banalisation d'un Etat colonial, seul Etat au monde à n'avoir dans sa Constitution aucune frontière définie.

BDS s'amplifie au Canada, aux Etats-Unis,

ACCORD IRAN – TURQUIE – BRÉSIL SUR LE NUCLEAIRE : UN PAS EN AVANT VERS L'ISOLEMENT DIPLOMATIQUE DES IMPERIALISTES AGRESSIFS USA/UE/ISRAËL !

Après huit ans de pouvoir, le président Ignacio Lula Da Silva quittera ses fonctions parce que la constitution brésilienne ne lui permet pas de briguer un troisième mandat d'affilée. Les USA et l'UE réactionnaires se déchaînent contre le gouvernement brésilien dans l'espoir d'empêcher la réélection de la candidate, Dilma Rousseff, désignée par le *Parti des travailleurs* (PT) pour succéder à Lula le 3 octobre prochain et ainsi ramener le Brésil dans la sphère d'influence des États-Unis. Il faut dire qu'en cette fin de mandat, Lula donne le coup de pied dans la fourmilière du nouvel ordre mondial hégémonique que le capital Etatsunien et Européen avait présenté comme « éternel et heureux ».

Le 22 février, lors de l'historique *Sommet de Cancun* (Mexique), Lula appuyait de tout son poids les 33 chefs d'état de la région qui ont créé la *Communauté des nations d'Amérique latine et des Caraïbes* qui inclura Cuba mais non les États-Unis et le Canada. Puis Lula s'accordait avec La Havane sur un prêt d'un milliard de dollars à la révolution cubaine en plus de l'exploitation conjointe de brevets médicaux cubains et des ressources pétrolières au large de l'île.

Mais déjà Lula acceptait la création, le 3 mars 2009, du *Conseil de défense sud-américain* (CDS), projet totalement indépendant des États-Unis et impulsé par le Brésil depuis 2006. Le CDS, dit-il, vise à remplacer la *Junte interaméricaine de défense* (JID), organisation politico-militaire créée il y a 68 ans, afin de garder les officiers militaires latino-américains sous l'influence des États-Unis et qui, aujourd'hui, est au service de l'*Organisation des états américains* (OEA). La JID compte une école de formation technico-politique, le *Collège interaméricain de défense* (CID), fondé en 1962 pour combattre le communisme en Amérique latine, qui a formé une infinité d'officiers des forces armées de tous les pays de la région dans l'art de servir les États-Unis.

Mais c'est surtout le 17 mai dernier, la signature d'un texte d'accord entre le Brésil, la Turquie et l'Iran concernant le dossier du « nucléaire Iranien » alors que les USA, l'UE et Israël ne cessent de chercher le moindre prétexte pour créer un état de guerre contre l'Iran. L'accord Brésil, Turquie et Iran déclare que conformément au *Traité de Non Prolifération* (TNP), l'Iran a droit à l'enrichissement, que ce pays accepte l'échange de 1.200 kilos d'uranium faiblement enrichi (UFE) contre 120 kilos d'uranium enrichi (UE) à 20%, indispensables au fonctionnement de son réacteur de recherche, que les 1.200 kilos d'UFE seraient stockés en Turquie, le temps que l'Iran reçoive ces 120 kilos de l'UE, que l'Iran transmettrait à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dans la semaine suivant le 17

mai, une lettre officielle formalisant son accord. Rappelons que le réacteur de recherche de Téhéran a été installé avant la révolution islamiste des Mollahs pour fabriquer des isotopes contre le cancer. Jusqu'à présent, ce réacteur s'était fourni sur le marché mondial pour obtenir l'uranium enrichi à 20% nécessaire à son fonctionnement. Ce sont les pressions des États-Unis, lesquels sont pourtant à l'initiative de la construction de ce réacteur, à l'époque du Shah l'allié de Washington, qui empêchent l'Iran d'obtenir désormais le combustible nécessaire.

Lula, en mars, s'était opposé aux menaces de représailles de la secrétaire d'état,



« pour prévenir un nouvel holocauste, bombardez l'Iran! »

Hillary Clinton, contre le Venezuela pour ses liens avec l'Iran. Le pouvoir de Lula comme nous l'expliquions dans un précédent article reflète un compromis historique entre la fraction nationaliste de la bourgeoisie nationale et les classes populaires pour briser le carcan de la domination impérialiste dans ce pays du Tiers Monde anciennement colonisé qu'est le Brésil. Ce type de compromis existe aussi dans des pays comme l'Inde et la Chine avec des positions différentes des classes sociales dans l'appareil d'Etat.

Comme le montre une liste comparative publiée le 20 janvier dernier par le *Financial Times*, des dix plus grandes banques mondiales pour les années 2000 et 2009, les résultats obtenus au plan géopolitique par de tels compromis temporaires et transitoires sont : en 2000, les États-Unis et la Grande-Bretagne occupaient les cinq premières positions, mais, en 2009, les Banques d'États de la Chine occupent cinq des six premières positions tandis que les Banques privées du Brésil s'octroient les 5^e, 7^e et 9^e rangs.

Et progressivement l'insolent diktat outrancier et hégémonique des USA et de l'UE est de plus en plus contrebalancé par les quatre pays du « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui s'opposent aux sanctions et à l'isolement imposés à Téhéran et considèrent à juste titre comme une provocation irresponsable la menace israélienne d'une guerre nucléaire préventive contre l'Iran. Voilà ce qui explique les furieuses attaques verbales des médiamentonges occidentaux contre l'accord Brésil, Turquie, Iran résu-

mées en ces termes par le chroniqueur Andres Oppenheimer le 23 février : « Je ne peux éviter de me demander si ce cocktail ne mènera pas, à l'avenir, vers de plus grandes ambitions nucléaires et si, à un moment donné, le Brésil ne finira pas par changer sa constitution pour construire des armes nucléaires ».

Voilà pourquoi une telle furie de la diplomatie française de plus en plus alignée sur les va-t-en guerre sionistes d'Israël : « Ne nous leurrons pas : une solution à la question du TRR [le réacteur de recherche de Téhéran], le cas échéant, ne réglerait en rien le problème posé par le programme nucléaire iranien. L'échange d'uranium envisagé n'est

qu'une mesure de confiance, un accompagnement. Le cœur du problème nucléaire iranien, c'est la poursuite des activités d'enrichissement à Natanz, la construction du réacteur à l'eau lourde d'Arak, la dissimulation du site de Qom, les questions des inspecteurs de l'AIEA laissées sans réponse à ce jour.

Depuis la proposition de l'AIEA en octobre dernier, l'Iran enrichit de l'uranium à 20%. C'est à ces violations constantes des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA que l'Iran doit immédiatement mettre fin. C'est à cette fin que nous préparons à New York, avec nos partenaires du Conseil de sécu-

rité, de nouvelles sanctions » (Le porte-parole du quai d'Orsay le 17 mai). Aux accusations de Bernard Kouchner, ministre français des affaires étrangères, disant que le président Lula se laisse abuser par l'Iran, Lula a répondu fermement : « Personne ne peut venir me donner des leçons sur l'armement nucléaire. (...) Chaque pays se charge de sa politique internationale et le Brésil est conscient d'être majeur. »

La crise de surproduction actuelle du capitalisme accroît les dangers de guerre mondiale comme un des moyens pour l'impérialisme de sortir de celle-ci. Pour le moment les guerres locales – du Golfe en 1990/91, de Yougoslavie en 1999, d'Afghanistan en 2001, d'Irak en 2003, les multiples « guerres locales et civiles de faible intensité », notamment en Afrique, en Colombie ont été les moyens utilisés par le capital en crise. Associé à ces « guerres locales de faibles et moyennes intensités », le capital a mis en branle l'offensive pour appauvrir les travailleurs et la chasse raciste aux travailleurs étrangers à l'intérieur des frontières des pays impérialistes en liquidant tous les acquis sociaux et démocratiques conquis à la période de l'existence du camp socialiste, de l'URSS.

L'accélération de la crise montre que l'on va vers la solution radicale, celle d'une guerre majeure pour sauver les profits capitalistes. Mais comme l'histoire l'a montré aussi, cette solution barbare du capital peut engendrer l'effort collectif pour sauver l'humanité de la sauvagerie du capital : la Révolution prolétarienne.



NOTE DE LECTURE

Israël, Parlons-en! de Michel Collon*

Ed. *Investig'Action - couleurs Livres*

Extraits du chapitre « Comment parler d'Israël ? » (Avec l'aimable autorisation de Michel Collon).

Sommes-nous impuissants ? Beaucoup de gens demandent comment il faut s'y prendre pour ouvrir les yeux de ceux qui se croient bien informés ou bien pensent que ça ne les concerne pas ou que de toute façon, ils ne peuvent rien y changer ? (...) L'enjeu est important : il s'agit de montrer le dessous des cartes, exposer les pages cachées de l'Histoire et les intérêts dissimulés. En un mot, faire reculer la désinformation, Ouvrir un véritable débat dans l'opinion est indispensable pour qu'une solution puisse être enfin trouvée.

Tel est l'intérêt des Palestiniens, bien sûr. Victimes d'une injustice historique qui doit être réparée. Mais c'est aussi l'intérêt des juifs d'Israël, intoxiqués par la propagande de leurs gouvernements, et qui ne pourront vivre en paix sans que justice soit faite. C'est également l'intérêt des juifs du monde entier, soupçonnés de soutenir un colonialisme raciste et ses crimes de guerre.

Et c'est aussi l'intérêt des citoyens d'Europe ou des Etats-Unis. C'est avec leur argent qu'on arme Israël. Et si l'on sème la haine au Moyen-Orient, quelle partie du monde restera à l'abri ? Comme l'a dit un Israélien lucide, la Palestine est le baromètre de l'état du monde, du combat entre domination et liberté.

Il s'agit de proposer une méthode pour permettre à chacun, s'il le souhaite, là où il est, de peser sur l'information. Pour cela, il convient d'abord de bien saisir les quelques grands médiemensonges qui conditionnent l'opinion. Que nous dit-on, que nous cache-t-on, que répondre ?

Médiemensonge n° 1 :
« Israël a été créé pour offrir aux juifs un abri après le génocide de 40-45 »

Faux. Ce projet a démarré bien plus tôt : en 1897, au Congrès sioniste de Bâle. Ce mouvement nationaliste de juifs européens décide alors de créer un nouvel Etat où pourront se réfugier les juifs. Lesquels subissent alors la misère et les violences du pouvoir en Russie ou en Pologne, ainsi que la montée du racisme anti-juifs en France (affaire Dreyfus en 1894).

Mais les sionistes sont relativement faibles, et peu de juifs soutiennent ce projet, il faut donc l'appui d'une grande puissance impériale. Justement, la Grande-Bretagne s'empare de la Palestine en 1920 et elle soutient l'envoi de colons juifs. La « Déclaration Balfour » annonce au dirigeant sioniste Lord Rothschild que : « Le gouvernement

de Sa Majesté considère favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Quels sont les intérêts britanniques ?

1. Contrôler le canal de Suez, route stratégique vers les colonies indiennes. 2. Affaiblir l'Egypte. 3. Diviser le monde arabe en deux. Plus tard, intéressés par le pétrole, les Etats-Unis prendront le relais de la Grande-Bretagne comme « parrain » d'Israël. Le projet sioniste de conquérir la Palestine n'est pas une conséquence de 40-45, c'est un pur produit de l'époque coloniale.

Médiemensonge n° 2 :

« Les juifs retournent sur leur terre dont ils ont été exilés il y a deux mille ans »

Faux. Cet exil n'a jamais eu lieu. De 1.000 avant J-C à aujourd'hui, les populations de la Palestine sont en gros res-

tées sur place, bien qu'il y ait eu des migrations et des invasions, et donc des mélanges, comme partout. L'invention d'un « peuple juif » resté pur et qui aurait des privilèges divins et exclusifs sur cette terre promise est donc : 1. Absurde au point de vue génétique (quel peuple est resté « pur » après deux mille ans ?). 2. Antidémocratique au point de vue politique (il n'y a pas de « peuple élu »). 3. Et raciste puisqu'il exclut les populations non juives présentes sur

cette terre depuis des siècles.

En réalité, les véritables descendants des juifs d'alors seraient plutôt les... Palestiniens ! Mais alors d'où sont originaires les juifs qui se sont installés récemment en Palestine ? Surtout de Russie, d'Ukraine et de Pologne. Mais aussi du Maghreb et d'Europe de l'Ouest. Et qui étaient-ils ? Tout simplement des populations locales qui s'étaient converties à la religion juive au cours des siècles. Scientifiquement, il n'existe donc pas de « peuple juif ». N'ayant ni la même Histoire, ni la même langue, ni la même culture, et provenant d'Etats très divers, ces juifs qui se sont installés en Israël n'avaient en commun que la religion.

Tout ceci, les historiens et archéologues israéliens le savent, mais c'est caché à l'opinion. Car l'existence même d'Israël est justifiée par ce mythe du « retour ».(...)

Médiemensonge n° 9 :

« Le problème, c'est la violence des Palestiniens, surtout du Hamas »

Ne posons pas le problème à l'envers. La

20 entretiens avec : Chomsky, Sand, Gresh, Bricmont, Hassan, Ramadan, Morris, Delmotte, Warschawski, Halevi, Zakaria, Pappé, Sieffert, David, Aruri, Amin, Blanrue, Tilley, ...

Voilà qui peut paraître étrange tant les médias nous parlent d'Israël. Mais les raisons du conflit sont-elles claires ? Israël : terre sans peuple pour un peuple sans terre ? Démocratie en légitime défense ou Etat d'apartheid ? Choc des civilisations, conflit religieux ou enjeu pétrolier ? Pourquoi une solution paraît-elle impossible ? Michel Collon a interrogé 20 témoins et spécialistes. Israéliens et Arabes, juifs et musulmans, Européens et Américains. Chacun éclaire une question spécifique dans un langage simple et direct. Pourquoi parler d'Israël ? Pour tenter de mener un débat raisonné. Entre ceux qui crient à l'antisémitisme dès qu'on critique le gouvernement israélien et ceux qui imaginent un grand complot juif. Comment parler d'Israël ? En laissant de côté les préjugés et en découvrant tous les faits, les pages d'Histoire occultées. Lever tous les tabous c'est permettre à chacun de se faire son opinion librement. Et de débattre autour de soi. Car ce conflit se joue aussi bien au Moyen-Orient qu'en Europe. C'est de la discussion entre citoyens de tous horizons que surgiront les solutions pour la paix.



ISRAËL, PARLONS-EN!

violence première, c'est la colonisation. Le vol de la terre, la brutalité de l'armée israélienne, l'impossibilité pour les Palestiniens de mener une vie normale depuis plus de soixante ans...

Ceux qui donnent des leçons aux Palestiniens devraient indiquer par quel moyen ceux-ci peuvent obtenir satisfaction : ils ont tout essayé, y compris les méthodes les plus pacifiques, et Israël n'a jamais rien cédé. En réalité, les colonisés n'ont pas le choix, il y va de leur survie. D'ailleurs, les Nations Unies ont solennellement affirmé « le droit inhérent des peuples coloniaux de lutter par tous les moyens nécessaires contre les puissances coloniales qui répriment leur aspiration à la liberté et à l'indépendance. » (résolution 2621, 1970).

N'empêche que beaucoup d'Européens ont une mauvaise image de la résistance palestinienne ; ils la jugent dominée par le terrorisme ou le fanatisme. Mais la résistance a comporté dès les années 50 trois courants : nationaliste (Fatah), marxiste (FPLP) et islamiste (Hamas). C'est aux Palestiniens de décider quelles organisations les défendent le mieux. De toute façon, Israël a toujours diabolisé ces trois courants, emprisonnant ou assassinant des dirigeants de chacun. Il a aussi réprimé très brutalement les manifestations populaires spontanées : Journée de la Terre en 1976, Intifada en 1987 et en 2000. Résister est un droit. La violence vient de l'occupant.

* *Ecrivain et journaliste belge. Analyste des médias, il anime avec le collectif Investig'Action le site d'information alternative michelcollon.info. Il a notamment analysé les stratégies de guerre et de désinformation : Attention, médias !, Bush le cyclone et Les 7 Péchés d'Hugo Chavez.*

Ouvrage disponible auprès du Cercle Henri Barbusse et de l'AFPS 59/62

A l'occasion du cinquantenaire des indépendances africaines... Le mal de l'Afrique, c'est l'impérialisme... La solution, c'est la révolution!

Le 19 mai 2006, le Ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy en visite au Bénin, fit la déclaration suivante : « *Au Bénin, je constate que l'Afrique aime la France. Il nous faut construire une relation nouvelle, assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé et des obsolescences qui perdurent de part et d'autre de la Méditerranée (...)* Il nous faut nous débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils inventent. A nous aussi de débarrasser la relation France Afrique de ses fantasmes, de ses mythes qui la polluent. La France n'a pas les intentions et l'influence qu'on lui prête. »

Cette déclaration fut applaudie par beaucoup de démocrates français honnêtes, rejoints par de nombreux intellectuels africains. Pour ces derniers, ce discours du candidat Sarkozy à l'élection présidentielle, est une rupture avec le passé, qui augure la fin du néocolonialisme français en Afrique et, pour les travailleurs immigrés une « intégration » réussie, grâce à l'amélioration de leurs conditions de vie. Le bilan de mi-mandat sur « l'intégration » des travailleurs immigrés et sur la relation de la France

peuples africains se sont révoltés contre les autocrates et leurs protecteurs. Ces révoltes sont une réponse au fameux consensus de Washington imposé aux peuples africains à travers les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale dont les conséquences ont été les licenciements massifs, les privatisations et l'abandon du secteur public par l'Etat.

Ceci dit, l'histoire des relations entre l'Afrique et l'Occident a toujours été marquée par une stratégie de domination jamais démentie du second sur la première. Cette domination a d'abord pris la forme de l'esclavage, avant de transmuter vers la dictature coloniale, jusqu'au néocolonialisme aujourd'hui. Mais depuis 2004, un phénomène tout à fait nouveau est intervenu dans ces relations, menaçant la belle mécanique des puissances impérialistes.

Après 27 années de guerre civile, l'Angola conclut avec la Chine un accord de prêt de deux milliards de dollars, pour les travaux d'infrastructures dans le cadre de la reconstruction du pays. Ce prêt est remboursé en pétrole, fonctionne comme un compte courant et vise concrètement la réhabilitation des secteurs vitaux du pays. Dans son rapport détaillé, publié en juillet 2008, la Banque Mondiale indique que la valeur des projets de la Chine en direction de l'Afrique était estimée à 7 milliards de dollars en 2006, tandis que celle des trente pays membres de l'OCDE, au cours de la même période s'élevait à 5 milliards de dollars. La Chine est devenue en 2007 le second partenaire commercial en importance pour l'Afrique, devant la France, la Grande-Bretagne et juste après les Etats-Unis. Les échanges commerciaux mutuels entre 2000 et

entre-temps inculpé dans l'affaire du financement illégal du RPR. Mais le tournant de ce 25^{ème} sommet de Nice, c'est sans doute la participation des 80 capitaines d'industries amis de Sarkozy. Cette présence est un indice non négligeable qui montre que le regard sur le pré carré considéré comme une réserve est en train de changer, notamment sous la pression des relations sino-africaines.

Nicolas Sarkozy sait très bien en effet que les acteurs majeurs de la configuration géopolitique qui se dessine dans la crise actuelle, sont les Etats-Unis et la Chine. Il sait que l'Afrique pourrait endosser le rôle de « locomotive », joué par les pays du BRIC au cours de ces dernières décennies. Selon la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 23 000 universitaires et 50 000 cadres supérieurs et intermédiaires quittent chaque année le continent africain tandis que 40 000 africains titulaires d'un doctorat vivent déjà hors du continent. Les deux tiers des étudiants restent dans les pays d'accueil après leur formation, faute de perspectives dans leurs pays d'origine. Un autre facteur de croissance non négligeable est le transfert des immigrés, qui selon un rapport commandé par Eric Besson (Canard Enchaîné, 26 mai 2010) atteint quelques 8 milliards d'Euros chaque année. Ces facteurs ainsi que d'autres font de l'Afrique la candidate potentielle pour servir d'usine et de moteur à la reprise mondiale. D'après l'économiste Sanou MBaye, les conditions requises pour une industrialisation florissante et un décollage économique sont remplies, à savoir : une croissance continue du PIB, un niveau faible d'endettement, la solvabilité, des taux de profits élevés, une sécurité des investissements, une main-d'œuvre qualifiée et une abondance de sources d'énergies renouvelables.

En juillet 2008, le ministre chinois des finances avait organisé en 2008, une visite d'étude en Chine pour 32 cadres africains de niveau politique et en provenance de 18 pays d'Afrique. L'objectif était d'apporter quelque lumière sur la manière dont la Chine combat la pauvreté. Qimiao Fan, le haut responsable chinois du programme, a transmis les principes fondamentaux suivants aux visiteurs : Il est possible de réaliser le développement avec comme conséquence une diminution sensible de la pauvreté en l'espace d'une seule génération ; Il y a une issue à la pauvreté quant existent la volonté, la force et l'ambition nécessaire pour y arriver ; Chaque pays doit diriger ses propres programmes de développement ; Le développement des infrastructures, surtout la pose des routes est importante pour rendre possible la croissance et combattre la pauvreté ; Le paysan pauvre doit avoir droit à des terres et il doit avoir son mot à dire. Pour chausser les bottes de la Chine et mettre en place un programme comme celui-ci, il faudra une remise en cause radicale, mettre fin aux pillages de l'Afrique par l'Occident. Et ça, c'est déjà une révolution!



avec le continent noir est loin de combler d'aise les espoirs de tout ce beau monde. Rappelons le scandale de l'Arche de Zoé, pour ne citer que cet exemple-là.

On oublie très souvent que pour tout haut responsable français, l'obsession numéro un est de maintenir la situation de la France dans le monde. C'est ce qu'exprimait François Mitterrand quand il déclarait que « *la France devait tenir son rang* ». La France, est en effet une puissance impérialiste moyenne dont l'influence diplomatique est supérieure à son poids économique sur la scène internationale, grâce à sa présence et à son influence sur le continent africain. Cette situation est restée pratiquement inchangée de 1960 jusqu'en 1989, lorsque les

2006 se montaient à 10 milliards de dollars, on prévoit qu'ils atteindront 100 milliards de dollars cette année.

« *Cette intrusion dans l'arrière-cour impérialiste* » a entraîné contre la Chine une levée de bouclier des organes d'information impérialistes qui a eu d'énormes répercussions sur l'opinion publique. Ces organes présentent les relations entre la Chine et les pays d'Afrique comme une nouvelle forme de colonisation. C'est ce qui explique la nouvelle stratégie Sarkozyste à Nice. Jacques Foccart n'est plus là. Mais Robert Bourgi son fils spirituel (qui appelait Bongo « papa ») a pris le relais, secondé par un ancien directeur de cabinet de Michel Roussein, Ministre de la coopération sous Chirac,

Marée noire, démocratie bourgeoise et écologie politique



Depuis le 20 avril dernier le pétrole se répand dans le golfe du Mexique. L'écosystème des marécages de Louisiane (sud) est un lieu de reproduction pour les poissons, crabes et crevettes qui représentent 2,4 milliards de dollars par an pour l'industrie de la pêche et du tourisme.

Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, BP s'est rebaptisée *Beyond Petroleum* (« Au-delà du pétrole ») après la fusion avec Amoco en 1998 en proclamant vouloir faire de l'exploitation des hydrocarbures une « industrie propre ». BP collabore ainsi avec la Banque Mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et des organisations non gouvernementales, comme Amnesty International, pour mettre en œuvre « l'oléoduc le plus vert possible ». Puis pour être plus « compétitif » que ses concurrents, BP a réalisé le forage le plus profond de l'histoire pétrolière, à plus de 10 000 mètres de fonds et a fait pression sur ses salariés pour accélérer les travaux parce que chaque journée de retard dans l'exploitation lui coûtait un million de dollars (820.000 euros). Telles sont les circonstances qui ont précédé l'explosion qui a fait onze morts et provoqué ce que d'aucuns appellent déjà la plus grande marée noire de l'histoire des USA.

Trois leçons sur le fonctionnement du capitalisme peuvent en être déduites : 1 – « La concurrence et la compétitivité » sont les

moyens pour obtenir le maximum de profit, ce qui conduit inévitablement les monopoles capitalistes à la destruction de l'environnement, de l'écosystème. Le capitalisme porte en son sein la destruction de la nature comme la nuée porte l'orage.

2 - La filiale de BP USA est, comme toutes ses consœurs pétrolières, un lobbyiste actif qui achète le vote des élus Républicains et Démocrates. En 2009, elle a dépensé 16 millions de dollars en « arrosages » pour obtenir le droit de se lancer dans l'aventure sans garantie de sécurité de l'exploitation du pétrole à 10.000 mètres de profondeur sous marines. La démocratie bourgeoise, c'est la liberté de la toute puissance du pouvoir de l'argent. 3 – Les monopoles capitalistes soutiennent et financent les campagnes idéologiques des associations et organisations écologistes tendant à culpabiliser le citoyen consommateur ainsi rendu responsable de la pollution.

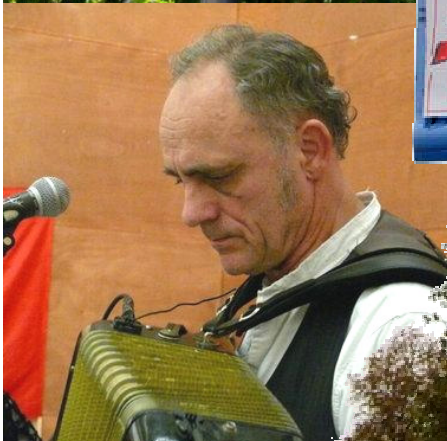
L'objectif est d'éviter la prise de conscience que c'est la propriété privée des banques et des entreprises qui est la source véritable du profit à tout prix, y compris au prix de la destruction de la force productive humaine (exploitation) et de la nature.

En mai dernier était inauguré à Lille dans le quartier de Wazemmes le square Denis Cacheux, en hommage à ce militant, poète, chanteur et comédien connu des tous et récemment disparu...

HOMMAGE A L'HOMME DANS SA GLOBALITE



Fort moment de mémoire, d'émotion et de convivialité pour l'inauguration du Square Denis CACHEUX à la sortie de la station métro Gambetta. Toutes et tous étions là, sa compagne Anne, ses filles, ses amis musiciens, ses camarades militants pour rendre à l'artiste engagé un vibrant hommage, pour pousser la chansonnette et faire revivre l'artiste disparu le 11 février 2008. Le nom du comédien, chanteur, accordéoniste, de ce grand personnage talentueux, courageux et engagé est désormais inscrit en lettres d'amour dans le quartier populaire de Wazemmes qu'il aimait tant. Denis, notre Ami, notre Pote, tu sais! tu nous manques beaucoup...



QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts [syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...] avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

rassemblementcommuniste.org